

PROMOTIO IUSTITIAE

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS SCAMBI

N° 78, 2003/2

* Éditorial	i
Fernando Franco, S.J.	
* Réflexion	1
Le drame de Sociétés sans dialogue	
Bienvenu Mayemba, S.J., R.D. du Congo	
Le problème de la pauvreté dans une conception de la société juste	
Fernando Ponce, S.J., Equateur	
* Débat	10
Mouvements Sociaux	
Raúl Gonzalez, S.J., Venezuela	
James Hug, S.J., U.S.A.	
Rafael Moreno, S.J., Mexique	
Muhigirwa Ferdinand, S.J., R.D. du Congo	
Louis Prakash, S.J., Inde	
* Expériences	24
John Doyle, S.J., « La peur du SIDA »	
Michel Kamanzi, S.J., « Université et Misère »	
* Recension	28
Sécurité mondiale alimentaire	
Alex Muyebe, S.J., Zambie	

ÉDITORIAL

La guerre en Iraq est dans sa troisième semaine. Deux faits significatifs nous saisissent : l'attaque à l'Iraq sans l'accord de l'ONU, et les manifestations organisées partout dans le monde contre la guerre, lesquelles manifestations ont été fortes et nuancées. C'est la colère contre une nouvelle forme d'impérialisme unilatéral qui menace plus de 50 années de patients efforts des Nations Unies en vue de s'assurer la coopération de tous les pays du monde pour rayer ce fléau du globe. En général, ceux qui ont manifesté distinguaient les peuples de leurs dirigeants, et les soldats de leurs gouvernements. Ils ont insisté sur le fait qu'ils ont manifesté contre les gouvernements et non contre les peuples, qu'ils n'ont pas défendu Saddam, mais ont parlé pour le peuple iraquien. Face au danger de reléguer les Nations Unies au second plan ou de retourner à l'histoire de la Ligue des Nations, les personnes de tout âge, cultures et religions ont fait montre de leur maturité et détermination. Derrière les veillées de prière et manifestations brille le fragile et en même temps solide visage de Jean-Paul II en prière pour la paix, dénonçant la guerre, manifestant une infinie compassion pour les victimes de la guerre et de la violence.

C'est sur ce fond que sort ce numéro de *Promotio Iustitiae* (PJ). Nous avons introduit peu de changement au format pour donner plus d'espace aux Jésuites de l'Action Social du monde entier. Une nouvelle section *Réflexion* offre des articles qui analysent les problèmes contemporains. La section *Débats* prétend centrer les opinions des Jésuites de partout sur un thème concret. Tenant compte de la croissante importance des « Mouvements Sociaux » comme réponse mondiale à l'idéologie néo-libérale, nous avons commencé un débat sur les raisons pour et contre d'une implication jésuite dans ces mouvements. La Section *Recension* continue à offrir à nos lecteurs une évaluation critique des livres en rapport direct avec notre ministère. J'aimerais rappeler à nos lecteurs la préférence à donner plus la parole aux Jésuites de tout âge et de partout qu'à considérer la qualité des écrits, même s'il y a moyen de maintenir l'équilibre entre les deux.

Ce numéro est sous impression pendant que nous sommes en train de préparer la réunion des Coordinateurs de l'Apostolat Social qui aura lieu à Rome (Curie Générale) du 6 au 12 avril. Nous espérons pouvoir offrir un résumé de ses conclusions dans le prochain numéro.

Plus que jamais, nous avons besoin de votre collaboration pour que PJ soit un instrument significatif au service de notre engagement apostolique pour la justice et la paix. Nous vous invitons à nous envoyer des suggestions, articles et surtout des essais brefs de 1000 à 1500 mots qui décrivent votre expérience dans la lutte en faveur de la paix et de la justice. Le prochain numéro traitera des thèmes écologiques sous différents points de vue. Merci d'avance.

Éditeur : Fernando Franco, S.J.

Éditrice Adjointe : Suguna Ramanathan

Layout : Liliana Carvajal

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat de la Justice Sociale de la Curie Générale de la Compagnie de Jésus à Rome et imprimé sur papier sans chlore (TCF). PJ est disponible en français, anglais, espagnol et italien.

Si vous souhaitez recevoir PJ, il vous suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

PJ est disponible aussi sur le World Wide Web à l'adresse : **www.sjweb.info/sjs**

Si quelque idée vous a frappé dans ce numéro, une brève réaction de votre part sera bien accueillie. Pour envoyer une lettre à PJ en vue de la publication dans une prochaine livraison, veuillez utiliser l'adresse ou le numéro de fax ou encore le courrier électronique indiqué sur la couverture.

La reproduction d'articles est encouragée en citant *Promotio Iustitiae* comme source ainsi que l'adresse. Merci de nous envoyer une copie.

RÉFLEXION RÉFLEXION

LE DRAME DE SOCIÉTÉS SANS DIALOGUE¹

Violence, arbitraire, terreur...

Bienvenu Mayemba, S.J.

Bien des événements actuels perturbent le maintien de la paix dans de nombreuses parties du monde, spécialement en Afrique. L'une des marques de notre histoire contemporaine semble être la violence et le malheur². Nous sommes continuellement confrontés à la violence, à la guerre, à la cruauté, à la terreur et à la mort. Il y a ainsi des réalités dont il nous faut reconnaître l'horreur afin de les combattre au nom des valeurs de la liberté et de la vie. Ces réalités nous marquent, nous interpellent et nous mobilisent pour rechercher la survie de l'humanité dans une plus grande solidarité et une plus grande harmonie entre les peuples de la terre.

En août 1998, les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie sont piégées et bombardées ; de nombreuses vies humaines périssent. En août 1999 et juin 2000, deux armées étrangères, celle du Rwanda et de l'Ouganda – qui par ailleurs occupent encore impunément et illégalement une grande partie du Congo – s'affrontent sur le territoire congolais, tuant des milliers de populations civiles. Le 11 septembre dernier, le monde assiste à une autre tragédie : le bombardement de deux institutions américaines, le Pentagone et les deux tours du *World Trade Centre* : plusieurs milliers de personnes sont tuées, victimes d'un acte terroriste. Les Américains, en coalition avec les Britanniques, répliquent en lançant l'Opération Justice infinie³ : la nouvelle guerre contre le terrorisme tue de nombreux civils en Afghanistan.

Ces milliers de morts en rappellent d'autres dans divers pays du monde où l'instinct de destruction l'emporte sur la raison et le sens humain : le double génocide rwandais des Tutsi et des Hutus, l'extermination des Albanais au Kosovo, les massacres perpétrés dans les régions congolaises de Kasika (1998), Makobola (1998), Kahungwe (1999) et Katogota (2000) par l'armée rwandaise qui soutient une des fractions rebelles. Tous ces milliers d'innocents, dont les vies sont arbitrairement supprimées, sont victimes de la déraison et de la violence. Ils sont des sacrifiés d'un ordre socio-politique où se cultivent la haine et la vengeance et où règnent des injustices criantes, des oppressions brutales, des arrestations ou exécutions sommaires et des idéologies vénéneuses et meurtrières.

Dans un tel contexte marqué par la logique de la raison du plus fort, les droits et la dignité de la personne sont continuellement bafoués. La vie et la liberté humaine semblent perdre leur inviolabilité et leur irréductibilité. Il est donc important que toutes les personnes de bonne volonté se mobilisent pour dénoncer le terrorisme, la violence et la guerre et pour promouvoir une culture de la vie, du dialogue, de la paix, de la justice et du respect de la différence.

¹ Voir *foi et développement* n. 303 (mai 2002), Albert Longchamp, S.J. y présente l'auteur : « Bienvenu Mayemba, qui signe ces pages, est un jésuite né à Kinshasa en 1971. Après des études de philosophie consacrées notamment à la pensée de Maurice Merleau-Ponty, il étudie la théologie au Hekima Collège de Nairobi, au Kenya. Son parcours se reflète dans les réflexions qu'il nous propose ».

² Cet article écrit avant la guerre d'Irak souligne quelques problèmes éthiques fondamentaux qui émergent d'événements récents (note de l'éditeur).

³ D'abord appelée « Justice infinie », l'opération il reçut ensuite un nom moins controversé : « liberté durable » (note de l'éditeur).

Notre réflexion se veut une option contre la terreur de l'arbitraire et l'horreur de la guerre. Elle prend position contre tout ordre social sans dialogue, sans droit ni justice et contre tout acte qui porte atteinte aux valeurs de la démocratie et aux droits fondamentaux de la personne humaine. Cette réflexion comporte trois points. Le premier et le deuxième dénoncent la violence, l'arbitraire, la terreur et la guerre. Le troisième point promeut le dialogue comme fondement de la paix.

L'arbitraire cultive le totalitarisme

Par arbitraire, nous entendons tout acte ou attitude d'une personne ou d'un ordre social qui s'érige en une référence universelle ou en une instance ultime d'objectivation s'imposant comme liberté absolue et monopole de la justice et de la vérité. Une personne ou un pouvoir arbitraire est marqué par une intolérance radicale et une volonté extrême d'uniformisation ou de conformisation. Celle-ci, allergique à toute créativité et à toute remise en question, exploite des « méthodes coercitives de conditionnement » (Hannah Arendt) pour contraindre les autres à correspondre à un paradigme idéologique préconçu ou pré-établi. L'arbitraire, dans son excessif vouloir de totalisation, sur-exalte la « totalité » ou l'impérialisme violent du « Je », dénie à Autrui la possibilité d'être autre et le réduit à une chose sur laquelle s'exerce une volonté de puissance.

Dans cette perspective, l'arbitraire cultive le totalitarisme, c'est-à-dire cette politique qui se structure autour de la violence. Mutilant la réalité, l'amputant de tout ce qui peut lui résister, le totalitarisme cherche à manipuler et à endormir les mémoires et les consciences. Le système totalitaire, en effet, n'ouvre aucune porte au débat ni à la participation politique libre des citoyens. Il entretient une aspiration à la fusion qui élimine toute altérité, refuse toute controverse et considère la contradiction comme une imperfection à supprimer.

Autocratique et terroriste, il méconnaît l'existence de « l'exclusion mutuelle » entre une « autorité absolue et incontestée » et le « domaine de la politique » qui se veut « espace de paroles échangées » (Hannah Arendt), c'est-à-dire le lieu du dialogue, de la discussion et de l'interlocution. Il s'enferme dans une totalité qui exclut toute opposition et toute multiplicité. Il comprend le principe politique comme la résorption des différences et ramène ainsi l'espace public à l'un. Ce qui entraîne la ruine de la Cité qui, elle, se constitue essentiellement de la pluralité et de l'interaction des citoyens.

La violence, source d'insécurité et de guerre

En tant que mépris de la liberté, négation des identités particulières et refus du dialogue, le système marqué par l'arbitraire entraîne des tensions et conduit à la violence. Et la violence contre la vie ou la dignité humaine est toujours quelque chose d'odieux. Elle ne peut favoriser la démocratie ni un Etat de droit. Source d'insécurité et de guerre, la violence bafoue les droits humains, détruit les vies humaines, brise les familles et déstabilise la vie sociopolitique, économique et culturelle. A cause d'elle, bien des personnes sont privées – « injustement et par la force – des choses essentielles à la vie et de la vie elle-même », et se retrouvent courbées sous « le poids de l'existence de manière telle que la grande tâche est simplement de survivre »⁴, n'ayant droit ni à la dignité, ni à la parole, ni même au pouvoir de faire valoir leurs droits.

La violence et la guerre ont des conséquences horribles. Elles nous mettent en contact avec l'intolérable. Elles engendrent des massacres, des pertes énormes de vies humaines, la propagation de maladies, les gémissements, les pleurs, les frustrations, les haines, les rancœurs, la vengeance, l'annihilation de l'ennemi, les pillages, la destruction des infrastructures économiques,

⁴ Jon Sobrino, S.J., *La violence de l'injustice*, in *Concilium*, n. 272 (1997), p. 9.

la ruine, l'endettement, la misère, le désespoir, la désolation matérielle et spirituelle ; bref une catastrophe humaine et écologique⁵. Elles entraînent l'effritement ou la relativisation des valeurs humaines, en particulier le respect de la vie et de la personne humaine. Elles constituent donc un affront au projet de Dieu et un défi pour vivre pleinement l'Évangile⁶.

En effet, la vie et la liberté humaines comportent une dignité absolue et les droits humains, que synthétise si bien la Déclaration universelle des Droits de l'homme, ont valeur irréductible. Personne ni aucun ordre social n'a le droit de tuer ou de soumettre un être humain à la servitude. C'est ainsi que sont à dénoncer et à condamner toutes religions, personnalités ou nations qui, défiant les valeurs ou les exigences démocratiques d'un Etat de droit, soutiennent le racisme, l'esclavagisme, le terrorisme, la violence ou la guerre sous toutes leurs formes.

Toute atteinte à la dignité ou à l'intégrité humaine est une violation à dénoncer. La violence et la guerre constituent l'expression flagrante et tragique de cette violation et ne doivent qu'être condamnées. « Elles ne cessent de multiplier le nombre de nos morts inutiles et d'accroître le flot de malheureux sans abri ni logis dont le nombre toujours croissant a d'ailleurs vaincu la patience de beaucoup et n'émeut plus l'opinion, étant devenu étonnamment un lot quotidien avec lequel le monde doit désormais compter »⁷.

La guerre défigure l'humain

Dans cette perspective, il n'y a pas de sens à donner à la « guerre juste » ou à la « guerre sainte ». Dieu ne peut tolérer la guerre. Il est si plein de sollicitude et de compassion qu'il ne peut se contredire en approuvant la violence ou les crimes contre des êtres qu'il a lui-même créés par amour et à son image. La guerre est toujours destructrice. Elle défie l'oeuvre de la création, défigure l'humain, transgresse la loi d'amour et altère le visage de Dieu. Aucune religion ni aucun pouvoir politique ne doit donc, au nom de Dieu, porter atteinte à la vie, à la personne humaine ou au bien-être de la société. Ami des pauvres et des cœurs brisés, Dieu ne peut être que pour la paix. Il est le Dieu de la paix dans la justice. Il est le Dieu de l'égalité, de l'horizontalité, de la fraternité, de la réconciliation, de la solidarité, de l'espérance, de l'ordre démocratique qui exige que personne ne soit considéré comme sans valeur, en dessous des autres.

Somme toute, il est facile de justifier la guerre, spécialement la « guerre juste » lorsqu'on se situe du côté du plus fort, du côté des fabricants, des marchands ou des exportateurs d'armes, du côté de ceux qui sont militairement puissants, de ceux qui sont loin ou épargnés des conséquences horribles de la guerre. On pense autrement lorsque l'on s'ouvre à la voix ou à l'expérience des victimes, c'est-à-dire lorsque l'on réalise la brutalité, la tragédie, le traumatisme, la dépersonnalisation, les violations et les perturbations psychologiques et socio-économiques qu'entraîne la guerre. La solidarité avec les civils ou les innocents et le principe de non-violence ou de paix refusent à la guerre toute possibilité d'une légitimité morale.

La guerre a toujours des conséquences imprévisibles. Il nous faut donc dépasser le fanatisme ou les idéologies sans cohérence éthico-politique qui prétendent justifier la nécessité de la guerre comme seul moyen pour rétablir la démocratie, la justice et la paix. Donc, quand on réfléchit sur la guerre, spécialement sur la « guerre juste », on doit être rigoureux et faire preuve d'esprit d'analyse. Une approche phénoménologico-éthique s'impose. L'enjeu éthique de la guerre ne doit

⁵ Cf. Evêques du Congo, *Conduis nos pas, Seigneur, sur le chemin de la paix*, in Congo-Afrique, n. 330 (1998), p. 582; *Bienheureux les artisans de paix. Les événements actuels et l'avenir du Zaïre*, in Congo-Afrique, n. 312 (1997), p. 69.

⁶ Cf. Evêques de l'Afrique Centrale, *Vous êtes tous frères* (Mt. 23, 8) : *Arrêtez les guerres !*, in Congo-Afrique, n. 340 (1999), p. 581-585.

⁷ Ntima Nkanza, *La paix se gagne...*, in *Telema*, n. 4 (2000), p. 2.

jamais être ignoré. On ne doit jamais laisser sous silence le sens de l'humain, la valeur de la vie et les horreurs vécues par les victimes.

Toutefois, le refus de la guerre et de la violence ne signifie nullement l'option pour un pacifisme abstrait qui ne percevrait pas l'enjeu d'un peuple ou d'une destinée en péril. Il est question d'une quête, d'une volonté engagée pour un vivre-ensemble harmonieux entre les humains. Cette quête implique une vigoureuse dénonciation de toute atteinte à la vie ou aux droits de la personne. Elle suppose une ferme résistance contre tout ce qui ne garantit pas la paix et toute forme de défaitisme ou de pessimisme face aux défis d'une paix durable, d'un dialogue vrai ou d'un consensus authentique.

Dès lors, autant il faut désapprouver l'attentat terroriste du 11 septembre dernier aux Etats-Unis, autant il faut dénoncer l'attaque militaire de l'Afghanistan par les Américains et les Britanniques. C'est le même drame insupportable qui se vit de manière plus cruelle au Congo où les armées rwandaises et ougandaises, jusqu'à plus de 1000 Km de leurs frontières, règnent en maître et parfois même s'affrontent, causant des dégâts matériels et des pertes de vies humaines. Aucun pays ne peut s'octroyer la légitimité d'agresser, d'occuper ou de bombarder un autre pays, tuant ainsi des civils innocents. Aucune population ne doit non plus être privée du droit au refuge, à l'exil ou de vivre sur une terre qui lui appartient, à l'exemple des Palestiniens.

Pour une culture du dialogue

La paix est un don de Dieu. Mais elle dépend de la responsabilité des humains qui peuvent la cultiver ou non. La sauvegarde de la paix est importante pour la construction, la stabilité et la prospérité des nations. Elle favorise la complémentarité et la communion harmonieuse entre les hommes. Cette communion se brise lorsque émerge l'arbitraire ou le totalitaire, bafouant les droits humains, cultivant les haines et les divisions.

L'attitude impérialiste engendre des révoltés, des déshérités, des miséreux, des rancœurs, des conflits, des tensions et des guerres. Ces conflits, tensions et guerres perturbent et déshumanisent l'ordre social. Ils constituent un défi contre un avenir radieux de l'humanité. Il convient donc de les prévenir en éduquant à la solidarité et à la paix dans la justice. Et de les gérer en promouvant la culture de la non-violence, du consensus et de la démocratie.

Un regard panoramique sur les temps actuels nous confirmera que notre monde a besoin de paix, de justice, de réconciliation, d'harmonie et de solidarité entre les nations, entre les peuples, entre les ethnies et entre les humains. Cette paix, dont l'avènement est rendu éphémère par tant de conflits, de violences et de guerres, ne peut se consolider que si elle est recherchée dans le droit et la justice. C'est-à-dire sans complaisance ni hypocrisie, sans vengeance ni haine, sans vouloir écraser ni confondre celui qu'on considère comme adversaire.

Dans un univers qui se planétarise, révélant bien des inégalités et des réalités d'impérialisme et de dépendance, le dialogue et la négociation sont nécessaires pour que la loi du plus fort ne s'institutionnalise pas et que les plus puissants ne se plaisent pas à anéantir, à marginaliser ou à opprimer les plus faibles. Dès lors, la mobilisation contre l'arbitraire, la violence et la guerre doit impliquer l'engagement pour le dialogue et la paix dans la justice. En effet, si l'arbitraire et la violence ruinent la société, le dialogue et la paix l'édifient et la stabilisent.

Le dialogue ouvre à l'altérité, au respect du pluralisme et au consensus. Il favorise la réconciliation, l'harmonie dans la différence. En tant que tel, le dialogue constitue le fondement de la paix. Mais cette paix ne peut pas s'enraciner ni se consolider sans la justice. En effet, se conformer aux « exigences de solidarité et de promotion des droits de l'homme dont les violations

conduisent à la guerre », c'est lutter pour une paix qui « n'est pas seulement regardée comme une absence de guerre, mais comme une œuvre de justice (action morale) inscrite dans la réalité (action juridique) »⁸. La paix ne se réduit pas à l'absence de guerre ni à une simple tranquillité. Celle-ci pourrait n'être qu'apparente et voilant un profond malaise ou une tension comprimée. Pensons, comme le fait Ntima Nkanza, à la « paix » de ces sociétés où les peuples, bâillonnés par la peur de la répression et de la mort, renoncent à crier leur désarroi ou leur soif de paix, préférant se résigner en silence et passer leur existence en situation d'esclaves d'une poignée de politiciens inconscients et irresponsables⁹.

Droits et devoirs de chacun

C'est dire qu'il n'y a pas de paix durable et authentique sans une structure sociale juste, fondée sur une politique de bonne gouvernance et d'alternance démocratique. Une telle structure garantit la paix en tant qu'elle promeut le bien commun, veille aux droits et devoirs de chacun, respecte, assume et canalise les diversités, les libertés et les énergies créatrices. La justice permet de rechercher les conditions fondamentales qui assurent aux êtres doués d'intelligence et de liberté une existence digne des personnes humaines créées à l'image et à la ressemblance de Dieu. Elle nous dispose à organiser nos Etats en des pays où chaque citoyen et tous les peuples vivent ensemble dans la paix, l'harmonie et la prospérité¹⁰.

La promotion de la paix s'accompagne donc de la mobilisation pour le bien commun, c'est-à-dire l'ensemble des conditions générales qui, au sein d'une société, permettent la vie en commun tout en facilitant à chaque individu la poursuite de sa vocation propre. Et en créant entre tous une réelle solidarité dans la réalisation d'un idéal commun en conformité avec la fin voulue par Dieu¹¹. Ainsi compris, le bien commun ne peut être recherché que dans un Etat de droit, c'est-à-dire dans un Etat qui favorise le sens de l'humain et la promotion mutuelle des personnes vers l'accomplissement plénier de leur humanité. « L'Etat de droit met en avant, non des personnes, mais des principes qui expriment la volonté morale du peuple. Il évite, par là, la naissance d'oppositions régionales ou ethniques. Il permet la cohérence administrative et la productivité économique; il engendre la justice sociale. Il faut militer en faveur de l'Etat de droit qui, seul, indépendamment de l'identité des personnes qui exercent le pouvoir, garantit la moralité publique et, par elle, le bien commun et l'équilibre social »¹².

L'Etat de droit met en valeur la personne humaine, la vie et la liberté qui sont « des biens indissociables : quand l'un de ces biens est lésé, l'autre finit par l'être. Il n'y a pas de liberté véritable là où la vie n'est pas accueillie ni aimée ; et il n'y a pas de vie en plénitude sinon dans la liberté »¹³. L'Etat de droit est donc seul capable de promouvoir l'humain selon les valeurs du Royaume de Dieu; ce Dieu qui rejette tout sacrifice humain et qui s'oppose à la guerre et à toute forme de violence. En effet, la violence n'est-elle pas un mal et une réalité inacceptable comme

⁸ J. Joblin, *De la guerre juste à la construction de la paix*, in *La Documentation Catholique*, n. 2206 (juin 1999), p. 593.

⁹ Cf. Ntima Nkanza, *La paix se gagne...*, in *Telema*, n. 4 (2000), p. 4.

¹⁰ Cf. Evêques du Congo, *Caïn, qu'as-tu fait de ton frère ?* Message de Nazareth pour le 39ème anniversaire de l'indépendance du pays, in *La Documentation Catholique*, n. 2212 (17 octobre 1999), p. 912 ; Evêques d'Ukraine, *La tâche des chrétiens dans la société moderne en Ukraine*. Lettre des évêques de l'Eglise gréco-catholique, in *La Documentation Catholique*, n. 2206 (20 juin 1999), p. 581.

¹¹ Cf. Concile Vatican II, *Gaudium et Spes*. Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde moderne, n. 40 ; M. Novak, *Démocratie et bien commun*, Paris, Cerf, 1991, p. 11 ; Saint Thomas d'Aquin, *Somme Théologique*, I-II, Q.90, a.2, Paris, Cerf, 1984, note de J.-M. Aubert, p. 551.

¹² J.-M. Van Parys, *Pour un Etat de droit*, in *Renaitre*, n. 11 (15 juillet 1994), p. 3.

¹³ Jean-Paul II, *Evangelium Vitae. Sur la valeur et l'inviolabilité de la vie humaine*, n. 96, Kin, MédiasPaul, 1995, p. 142.

solution aux problèmes ? N'est-elle pas indigne de l'humain en tant qu'elle détruit ce qu'elle prétend défendre : la dignité, la vie, la liberté des êtres humains ?¹⁴

La société est le lieu du pluralisme

Il existe une égalité foncière entre toutes les personnes appelées à vivre en société. Cette égalité foncière implique que personne ne puisse s'ériger en une liberté uniformisante ou en une volonté unique auxquelles les autres doivent soumission aveugle et absolue. C'est sur cette égalité que se fonde la société. Celle-ci est le lieu du pluralisme et de la participation politique. Elle est l'espace où la personne humaine s'épanouit dans l'harmonie et la solidarité avec les autres, dans la sécurité, la joie de vivre, la liberté et la dignité d'être créé à l'image de Dieu. Ces exigences vitales ne trouvent leur pleine réalisation que dans un ordre social qui valorise le bien commun, la vie et tous les droits fondamentaux de la personne humaine. L'Etat de droit est l'incarnation de cet ordre social. Seul l'Etat de droit, en effet, favorise l'humanisation de la société, promeut la démocratie et cultive le sens éthique.

L'Etat de droit fait émerger l'humain. Il reconnaît que la personne humaine est une valeur inviolable. Dès lors, tout pouvoir politique doit être à son service et viser son accomplissement plénier. Ainsi, l'engagement pour la dignité humaine s'oppose à tout ce qui est arbitraire et totalitaire : terrorisme, racisme, discrimination, atteinte à la vie et à la liberté personnelle, violation de la souveraineté nationale, agression de l'intégrité territoriale, occupation militaire illégale, massacres ou extermination des populations, ethnicisation de la politique, politisation, des conflits, fondamentalisme religieux, guerre ou violence.

Cet engagement se veut promotion du dialogue, du consensus, de la réconciliation et de la paix dans la justice. Et « la construction de la paix passe, par l'éducation à la paix et à la concorde entre les hommes, entre les nations. Elle implique une volonté de faire la paix ensemble avec les autres hommes, au-delà des sentiments d'injustice et de mépris, de rancune et de rancœur (qui confondent justice et vengeance), mais dans la vérité, la justice et le respect de la dignité de la personne humaine en soi-même et dans l'autre »¹⁵.

Contre l'arbitraire, le terrorisme et la guerre, notre engagement pour le dialogue et la paix dans la justice puise son inspiration et ses énergies en ce Dieu révélé par Jésus-Christ. Ce Dieu est un Dieu de la paix et de la vie. Solidaire avec les pauvres et les cœurs brisés, il est leur refuge et leur espérance. Il ne peut soutenir la violence ni la guerre.

Tels sont les défis qui nous interpellent et qui exigent de nous une conscientisation sans complaisance et une mobilisation sans hypocrisie en vue d'un monde renouvelé où règnent, le dialogue, la paix, le droit et la justice et où sont unanimement combattus la terreur de l'arbitraire, le drame de la violence et l'horreur de la guerre. Sensibilisons-nous ainsi, dès à présent, pour que dans nos débats et nos espaces socio-politiques, la vérité et l'objectivité s'imposent à l'adhésion de l'esprit par la force des arguments et non par les arguments de la force.

Bienvenu Mayemba, S.J.

Hekima College

P.O. Box 21215

Nairobi, Ngong Road 00505 KENYA

+254 2 570 972 (fax)

<mayemba@yahoo.fr>

+++++

¹⁴ Cf. L.S. Cahill, *Christian Just War Tradition : Tensions and Development*, in *Concilium*, n. 1 (2001), p. 81.

¹⁵ Ntima Nkanza, *La paix se gagne...*, in *Telema*, n. 4 (2000), p. 4.

LE PROBLÈME DE LA PAUVRETÉ DANS UNE CONCEPTION DE LA SOCIÉTÉ JUSTE D'AMARTYA SEN A JOHN RAWLS¹⁶

Fernando Ponce, S.J.

Ce travail est une tentative pour étudier la manière dont le problème de la pauvreté peut influencer l'élaboration d'une conception de la société juste. On établit habituellement un rapport entre la justice et la pauvreté allant de la première vers la seconde : toute conception de la société juste, appliquée au problème de la pauvreté, dira que celle-ci est une injustice. Tout en étant d'accord avec ce type de rapport, nous analysons le chemin inverse qui va du problème de la pauvreté à l'élaboration d'une conception de la justice. Notre thèse est que la pauvreté, dans la mesure où elle est perçue comme une injustice, constitue une perspective valable, intéressante et novatrice dans le débat sur la société juste. Cela veut dire deux choses. Tout d'abord, le phénomène de la pauvreté peut jouer un rôle a priori dans toute interrogation sur la société juste ; l'injustice qu'elle révèle pose problème et interpelle les éléments fondamentaux du concept de société juste, au moment même de son élaboration. Ensuite, et pour ce qui concerne la conception de la justice de Rawls, la pauvreté est un problème que les partenaires de la position originelle ne devraient pas négliger ; au contraire, ils doivent énoncer un principe garantissant l'égalité dans l'exercice des capacités de base, qui aurait la priorité sur le principe d'égalité des libertés fondamentales. Trois stratégies argumentatives consécutives rythment notre propos, chacune pouvant se synthétiser en deux affirmations.

1 Analyse des rapports généraux entre la pauvreté et la justice par la médiation de l'idée d'injustice, passage par la voie négative d'un concept à l'autre

a. L'injustice aide à penser le juste

Dans le débat anglo-américain contemporain autour de la société juste, reste à approfondir l'origine philosophique de l'interrogation elle-même sur ce sujet. Toute question philosophique a une origine, dit K. Jaspers, et celle de la justice sociale ne peut faire exception. A un certain moment, une situation quelconque, extérieure ou non par rapport au philosophe, devient le point de départ de ses réflexions, lui offrant aussi un contenu, de la « matière » à penser. Les injustices réelles de nos sociétés, telles que l'asservissement ou le manque de reconnaissance, peuvent jouer cette fonction dans la question qui nous occupe ; elles ont de quoi à la fois scandaliser et questionner la pensée.

b. La pauvreté est une injustice qui interpelle a priori la justice

Les sciences sociales nous apprennent que la pauvreté a trois caractéristiques formelles : a) elle consiste en un manque qui affecte trois dimensions importantes de toute vie humaine (matérielle, relationnelle et personnelle) ; b) ce manque a un caractère vital, c'est-à-dire que la vie d'une personne est sérieusement compromise dans une ou dans toutes ses dimensions lorsque les ressources externes, l'intégration dans le corps social et la reconnaissance sociale lui font défaut ;

¹⁶ Résumé de la thèse de doctorat en philosophie de Fernando Ponce, obtenu à l'Université de Paris 10, Nanterre (France), sous la direction de Jacques Bidet.

c) le manque de ce qui est vital pour vivre, dans la dimension matérielle, est à l'origine des carences dans les deux autres dimensions. Ainsi, la pauvreté peut-elle être un point de départ pour la philosophie, c'est-à-dire la susciter en raison du scandale qu'elle provoque. Quant au contenu qu'elle pourrait offrir à la question de la société juste, la pensée économique et philosophique d'Amartya Sen, ainsi que certains éléments de la tradition philosophique s'avèrent utiles pour le thématiser.

2. Identification des enjeux philosophico-politiques de la pauvreté grâce à l'approche de la capabilité de Sen et aux réflexions d'Aristote, Spinoza et Locke

a. *La pauvreté, déficit de capacités de base*, est aussi manque radical de liberté D'après la théorie du bien-être de Sen, la pauvreté consiste en un déficit des capacités de base. Pauvre est celui qui n'est pas à même d'exercer diverses capacités fondamentales nécessaires à la réalisation de son projet de vie à cause de ses faibles ressources matérielles. Le déficit de ces capacités concerne les trois dimensions d'une vie humaine (matérielle, relationnelle, personnelle) et se vérifie à un niveau tel que l'exercice complet d'un projet de vie dans ces trois dimensions est sérieusement entravé. En termes plus philosophiques, le déficit des capacités de base signifie le manque radical de la liberté fondamentale d'agir, et pas seulement une diminution de bien-être. La pauvreté est alors une atteinte à la personne : celle-ci est fragilisée, quand sa liberté d'agir elle-même n'est pas annihilée. En d'autres termes, la pauvreté signifie un risque pour l'exercice de l'autonomie personnelle. Cette interprétation de la pauvreté suppose une conception positive de la liberté qui intègre l'idée d'absence des entraves mais la dépasse.

b. *Le manque de liberté* met en danger la constitution d'une cité. Quelles sont les conséquences directes du manque radical de liberté d'agir sur la constitution de la communauté politique ? Tout d'abord, dès lors que certains membres d'une société ne disposent pas pleinement d'une liberté d'agir à un niveau fondamental, la constitution du politique devient difficile, pour ne pas dire improbable. Ensuite, la pauvreté est une source permanente d'instabilité et éventuellement de dissolution d'une communauté politique. Quand les moyens nécessaires pour un bien-être minimal et pour assurer les bases d'un projet de vie font défaut, les réactions de ceux qui sont concernés peuvent aller de l'indifférence politique jusqu'à la désobéissance et la révolte. Ces deux premiers enjeux suggèrent que le phénomène de la pauvreté interroge la nature aussi bien que la finalité de toute communauté politique. En outre, assurer les moyens de vivre d'une manière digne pour tous, ainsi que les conditions de leur liberté, fait de la distribution de ces moyens un enjeu majeur pour la théorie et pour la pratique d'une société qui se veut juste. Finalement, la conception positive de la liberté comme pouvoir d'agir revient au premier plan du discours démocratique sur la liberté individuelle.

3. Rapport entre les enjeux philosophico-politiques de la pauvreté et d'autres réflexions philosophiques de Sen avec la pensée de Rawls.

L'exclusion de la pauvreté de la position originelle ne se justifie pas. Comment ces enjeux se rapportent-ils à la justice comme équité ? Celle-ci aurait un discours implicite sur la pauvreté en quatre points :

- a) la pauvreté est le mode de vie de celui qui se trouve au-dessous d'un niveau minimal des conditions acceptables d'existence ;
- b) ce niveau minimal de vie est atteint dès que les besoins humains fondamentaux des citoyens sont satisfaits ;

- c) la pauvreté est un problème qui relève de la position originelle uniquement dans le cas d'une société se trouvant dans un contexte défavorable ;
- d) ces besoins fondamentaux sont déjà satisfaits dans un contexte favorable, celui de la conception particulière de la justice, en vertu de la définition même de cette situation. Par conséquent, la pauvreté n'y est plus un problème ; elle ne représente aucun enjeu d'importance pour la conception rawlsienne de la justice. Mais cette exclusion semble arbitraire car elle repose sur des hypothèses discutables sur la personne et le développement économique.

La justice comme équité doit garantir l'exercice des capacités de base. La justice comme équité pourrait alors s'ouvrir à la question de la pauvreté selon sa manière de répondre à trois interrogations :

- a) Quelle est la pertinence des différences inter-individuelles (physiques, intellectuelles, psychologiques, etc.) dans la position originelle, une fois supposée la diversité idéologique ?
- b) Comment comprendre les exigences élémentaires des citoyens en tant qu'êtres humains ? Sont-elles des besoins fondamentaux qui doivent être satisfaits ou des capacités de base dont il faut garantir l'exercice ?
- c) Quel rôle faut-il accorder à la liberté positive d'agir dans une société juste ?

En s'ouvrant à ces interrogations, la justice comme équité pourrait formuler le problème de la pauvreté dans la position originelle sous la forme d'un principe prioritaire par rapport au principe des libertés de base égales pour tous. En nous inspirant principalement de Sen, nous croyons qu'un principe qui proclamerait le droit égal de tous au libre exercice des capacités de base répond aux enjeux philosophico-politiques de la pauvreté mieux que ce que Rawls lui-même pourrait suggérer.

Fernando Ponce, S.J.
Eloy Alfaro 503 y Manabí
Aptdo. 09-01-4201
Guayaquil
EQUATEUR

+59 34 2415 138 (fax)
<fponce@jesuites.com>

+ + + + +

DÉBAT DÉBAT

MOUVEMENTS SOCIAUX

Au sujet de l'État Moderne dans les pays pauvres

Raúl González, S.J.

Les mouvements sociaux et les politiciens qui luttent pour la transformation des sociétés et de l'ordre international en faveur de l'ensemble des pauvres fixent habituellement leurs analyses sur la dialectique *opprimeur-opprimé*. Ces analyses peuvent être correctes – et elles le sont souvent –, mais offusquent les autres contradictions liées à la persistance de la pauvreté et au manque des droits des pauvres.

Une de ces contradictions surgit entre la culture publique moderne et les cultures traditionnelles. Une société moderne fonctionne grâce aux lois abstraites qui régissent les Institutions de l'État de droit : tous sont formellement égaux devant la loi et la relation entre eux est établie par cette même loi. Ce système prévoit des lois et conduites sociales et constitue un acquis pour l'efficacité des économies modernes, qu'elles soient capitalistes, socialistes ou mixtes.

C'est une fiction pour beaucoup de pays du Tiers-Monde. Le fait est que les Institutions régies par les normes abstraites de l'État de droit fléchissent systématiquement devant les relations (de famille, d'amitié, de clan, de tribu, régionales, religieuses...) qui identifient le sujet dans la vie publique comme appartenant à un groupe primaire au-delà de sa condition de citoyen qui se vide alors de son contenu. Il convient de distinguer la corruption occasionnelle de celle criminellement organisée dans les sociétés modernes. Dans les sociétés de culture pré moderne, la personne a conscience de faire le bien moral et non le mal quand il ne respecte pas la norme pour favoriser une relation personnelle : il est en train de donner priorité à ce qui est véritablement important dans la vie au-delà des règles abstraites, étrangères à sa culture et, en conséquence, incompréhensibles.

Comme conséquences, l'État et l'économie d'une société traditionnelle présentent un visage moderne, cela ne peut tromper personne : pour réussir dans la vie, on doit entretenir de bonnes relations, concéder et demander des faveurs. Celui qui s'attache avec intransigeance à la Loi est voué à l'échec : il se créera des ennemis là où il aurait pu avoir des amis. Les pauvres tout comme les riches participent à la perpétration de cette invraisemblable Loi. Mais hélas, les conséquences sont graves seulement pour les pauvres, eux qui ne savent pas entretenir des relations bien placées et qui, pour vivre, dépendent des services publics (éducation, santé, sécurité, citoyenneté...) lesquels ne sont pas efficacement garantis parce que les lois ne sont pas respectées et que par conséquent, l'État n'opère que peu, tard et mal.

Comment faire fonctionner l'État selon la Loi en créant une culture de citoyenneté si la loi est absente du peuple et des élites ? Il s'agit d'une question clé pour l'avenir des pauvres qui ne peuvent que rarement organiser les mouvements alternatifs. La discussion entre les politiques de droite et celles de gauche que ces mouvements occasionnent dans le Tiers Monde prend quelques fois la forme d'une lutte entre ivrognes pour choisir quelle direction prendre avec un véhicule

dont le moteur est en panne et par conséquent incapable de s'engager réellement dans une quelconque direction.

Raúl González Fabre, S.J.
Universidad Católica Andrés Bello
Apartado 20.332
Caracas 1020-A
VENEZUELA

+58 212 471 4171 (fax)
<raugonza@ucab.edu.ve>

+ + + + +

Mouvements sociaux aux Etats-Unis : une Réflexion Personnelle

James E. Hug, S.J.

Au moment où je commence à rédiger cet article, cinquante mille personnes manifestent pour la paix ici, dans les rues de Washington, D.C. Demain le monde organisera une veille de la bougie lumière pour la paix, plus de 6.400 rassemblements dans 136 nations. Quarante sept de ces veillées seront dans un rayon de 10 milles de la Maison Blanche de George Bush.

Il y a juste un mois, plus de 10 millions de personnes se sont rassemblées dans une centaine de villes autour du monde le 15 février. Même les petits groupes de manifestants savaient qu'ils étaient liés dans une solidarité avec d'autres millions autour du monde pour la cause de la paix. Ils n'étaient ni isolés ni fragiles. C'est quelque chose d'une extrême importance.

Promesse politique

En Amérique du Nord, l'indifférence politique et l'aliénation ont sensiblement grandi au cours de ces dernières décennies. Aux Etats-Unis ce n'est pas surprenant de voir que moins de la moitié des électeurs éligibles participent aux élections. Les gens se désintéressent des affaires politiques, en se sentant impuissants vis-à-vis de l'influence corruptrice des grands détenteurs de la finance sur le processus politique.

Si l'expérience de la solidarité nationale et de la solidarité globale, frappée par les organisateurs basés sur le web contre la guerre en Iraq, commence à contrarier les sensations d'impuissance et aliénation, et à rétablir un sens du pouvoir des personnes dans les mouvements sociaux, cela pourrait commencer à transformer la politique d'aujourd'hui. En effet, c'est la seule chose qui pourrait contrecarrer les pressions et l'actuelle influence dominante dans cette ère de la globalisation.

Cependant, pour que cela advienne la crise-réponse, de nature transitoire, des soulèvements actuels pour la paix doit être transformée en des formes plus stables de la volonté politique nationale aussi bien qu'internationale pour un vrai changement social systématique. Ce sera un grand défi, mais quelques indices de ce changement s'annoncent et d'autres sont déjà manifestes.

Premièrement, parce que les puissances technologiques et économiques qui pilotent cette nouvelle ère de globalisation comportent des nombreuses personnes au-delà de toutes les frontières nationales avec des problèmes sociaux communs et bouleversants. Ces personnes agissent à travers les réseaux des communications pour affronter ces problèmes et leur trouver des solutions adéquates. Sous la houlette du « Neo-Liberal Consensus » de Washington, les programmes sociaux du gouvernement connaissent partout une grande dépression, dans les pays du Nord aussi bien que ceux du Sud. La pauvreté augmente et la classe moyenne se crispe partout. Les besoins indispensables et de base tels que la nourriture, l'eau, les soins médicaux, l'éducation de qualité et les moyens d'existence deviennent de plus en plus moins disponibles aux personnes qui crouissent dans pauvreté et la misère. La fossé entre les pays riches et pauvres s'élargit de partout.

Il y a certainement des écarts considérables des degrés de pauvreté et de souffrance humaine, entre les habitants des pays riches et ceux pauvres. Mais au moment où les innombrables familles à travers les Etats-Unis doivent recourir chaque mois aux œuvres de charité pour la nourriture essentielle et qu'une famille sur sept n'a pas d'accès aux soins médicaux, ce sont des millions de personnes qui comprennent ce que signifie la faim, les épidémies pour nombreuses personnes en Amérique latine, en Asie, en Afrique et ailleurs. Les petits fermiers et chefs d'entreprise qui sont déplacés par les grandes entreprises aux Etats-Unis connaissent ce que les petits fermiers et chefs d'entreprise au Mexique traversent comme expérience à cause de ces mêmes entreprises grâce à l'accord du Libre-échange de l'Amérique du nord (ALENA), ainsi peuvent-ils donc s'identifier à eux.

Il y a deuxièmement quelques fortes organisations du mouvement social, plus stables et institutionnalisées, qui peuvent servir de ponts et canaux pour gérer les croissants troubles sociaux internationaux qui s'expriment à travers les mouvements plus larges et solides tel que l'actuel mouvement pour la paix. Aux Etats-Unis, ces mouvements incluraient les syndicats des ouvriers, le mouvement pour la protection de l'environnement, la coalition des femmes, les ligues des droits civils et les confessions religieuses. Les bases doivent être jetées afin que les mouvements sociaux acquièrent une certaine stabilité et des ressources, et que les groupements les mieux établis découvrent des nouvelles idées et de nouvelles énergies.

Une Étude Rapide : Les mouvements sociaux de base aux USA

Les mouvements sociaux les plus considérables aux USA sont à des étapes de développement tout à fait diverses. Le « Organized Labour » est né suite aux luttes sanglantes des années 1920 et 1930 et s'est affirmé comme une force sociale et politique puissante. Pour plusieurs raisons, ce mouvement des 1950 et 1960 a pris la taille d'une entreprise, confortable et quelques fois même corrompue. L'embargo imposé sur le pétrole et la globalisation de sa production des années 1970, en plus d'une administration hostile des années 1980, l'ont affaibli fortement. Ces dernières années, la bonne direction a réussi à réorienter et reconstruire des syndicats. Mais ils défendent encore très souvent les droits de leurs membres en faisant recours à des moyens et stratégies effarantes pour les ouvriers des autres contrées du monde. La solidarité globale de l'ouvrier est très difficile à gérer.

Le mouvement de « la coalition des femmes américaines » est moins institutionnalisé comparativement à l'« organized Labour », mais son impact s'est beaucoup étendue. Une transformation culturelle profonde des rôles sociaux est en cours. La plupart des domaines intellectuels ont été objet de critiques fortes des féministes perspicaces, et luttent pour s'y faire incorporer. Les femmes sont plus actives dans les rôles de leadership dans les affaires et dans la politique, quoique elles restent loin, de contrebalancer les hommes en ces domaines. La plupart

des mouvements progressistes aux Etats-Unis sont même allés au-delà de la simple lutte d'égalité entre femmes et hommes jusqu'à travailler pour la transformation des systèmes sociaux eux-mêmes, en des formes sociétales mieux capables de rassembler une grande gamme des besoins de la communauté humaine.

Le Mouvement de l'environnement aux USA a trois fortes valeurs à faire noter. En premier, il a eu un grand succès dans le domaine de l'éducation des enfants en éveillant leurs consciences sur les impacts sur l'environnement que comportent certains styles de vie. À travers les jeunes, il a été capable de susciter l'inquiétude et la préoccupation des parents et des adultes pour le futur de leurs enfants. De plus, le Mouvement de l'environnement a été capable de transposer ces inquiétudes dans des législations et d'utiliser des systèmes législatifs et judiciaires au niveau national aussi bien qu'international afin de lutter contre la pollution et essayer d'établir des formes acceptables de développement. Finalement, de par sa propre nature, l'écologie transcende des frontières nationales. Les personnes qui travaillent dans ce domaine environnemental comprennent l'unité du système planétaire. Ils sont engagés sans réserves à la solidarité globale.

Le Mouvement des Droits Civils est amorcé le plus largement avec les problèmes de justice raciale entre la communauté noire et celle blanche aux USA. Il a été florissant en défiant et éliminant beaucoup de structures légales et économiques discriminatoires. Ce mouvement a connu et porté les fardeaux de la discrimination, de la marginalisation et de l'oppression. Il y a des liens de solidarité naturelle et un grand nombre d'organisations qui promeuvent des rapports entre les afro-américains et le peuple d'Afrique. En plus de cela, le Mouvement des Droits Civils constitue une plate-forme pour rejoindre d'autres minorités ethniques et embrasse, dans plusieurs milieux, les différents problèmes de justice dans les communautés multiculturelles et dans les mouvements divers. Tels sont des traits essentiels pour les mouvements de la solidarité sociale.

Enfin, il faudrait dire que toute analyse de mouvements sociaux aux USA doit inclure les Communautés de confession. Les églises, les synagogues, les mosquées, les temples, et ashrams, grâce à la prière, aux enseignements, à l'adoration et aux réseaux institutionnels, lient leurs membres aux autres personnes disséminées partout dans le monde et composent une solidarité d'une seule famille de Dieu. Les responsables des confessions religieuses se sont rencontrés ensemble ces derniers mois en communautés aux Etats-Unis pour rejeter et fustiger avec force la guerre et défendre l'unité de la communauté humaine. Les potentialités des confessions religieuses et des mouvements sociaux, de contribuer à créer un monde juste et paisible peuvent difficilement être exagérées. Cette potentialité s'est cependant confrontée à divers obstacles.

Réflexions personnelles

Comme militant engagé dans la lutte pour la justice sociale et la paix, je suis séduit à la vue des mouvements sociaux, je suis troublé par l'injustice claire et les menaces à la paix globale, et galvanisé par des organisations et des réseaux des communications, associés dans une solidarité globale pour la défense de la paix.

C'est la première manifestation générale d'une réalité qui s'est développée tranquillement durant un certain temps. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont tenté d'utiliser Internet durant cette dernière décennie pour coordonner une certaine politique et les stratégies de défense. Aujourd'hui ces réseaux des communications semblent devenir ce qui pourrait être appelé « mouvements de la solidarité virtuelle ». Construire un réseau intégré des ONG, des mouvements sociaux institutionnellement organisés, des manifestations spontanées, des infatigables efforts pour gérer les troubles sociaux en s'investissant intensément et efficacement dans les groupements de solidarité qui ont une capacité transformatrice, s'avère une mission assez effrayante. Mais les occasions sont nombreuses et très profitables.

Par exemple, le « Centre of Concern », une petite ONG aux Etats-Unis, se trouve lui-même dans un réseau de contacts de plusieurs mouvements sociaux. À travers notre « Projet global des Femmes » nous sommes au coeur de l'« International Gender and Trade network » et prenant les devants dans le processus de refaçonner les systèmes et occuper les hauts postes de direction des organisations comme la « Hemispheric Social Alliance » qui est active dans la gestion du « World Social Forum » et dans les principales ères d'opposition partout dans la zone de la Libre-échange des Amériques (FTAA/ALCA). Comme un Membre Associé de CIDSE, l'organisation sous l'égide de toutes les agences catholiques du co-développement, ce centre a maintenant des partenaires dans plus de 120 pays. Nous conjugons nos efforts pour inventer des stratégies qui servent comme assistance pour les besoins essentiels au développement des mouvements sociaux dans tous ces pays. À travers le Réseau jésuite International pour Développement (IJND), nous convergeons nos forces sur le phénomène du rééchelonnement de la dette, nous sommes vigilants sur ce qui se passe dans le commerce, aux options alternatives du développement par la biais des partenaires Ignaciens parsemés sur les cinq continents en vue d'acquérir une plus grande efficacité dans le domaine de la justice, et acquérir une influence plus étendue. À travers notre initiative de la Responsabilité de l'Agro-industrie, nous commençons un processus qui unira et coordonnera des mouvements qui travaillent pour la gestion responsable des affaires politiques partout dans le monde pour faire pression plus efficacement afin d'assurer la survie de certaines entreprises. Et à travers le Réseau du Centre pour l'éducation à la Justice, nous faisons le lien entre des éducateurs pour garantir une meilleure qualité des matières pédagogiques pour infuser des mouvements sociaux avec les valeurs et perspectives sociales catholiques. Ces réseaux ont tous des caractéristiques diverses. Mais ils se chevauchent au service des mouvements sociaux croissants qui cherchent la justice vraie dans les processus d'une intégration globale. Le potentiel reste immense.

Dernières Réflexions de la Foi

En tant que théologien qui travaille dans le domaine de l'éthique sociale et de la spiritualité, qui voit le mouvement spontané de la paix et les autres groupements en réseaux que j'ai mentionnés, je ne peux pas me rappeler de Pierre de Teilhard et de ses réflexions sur l'évolution de la Noosphère, une forme de conscience globale qui marque la prochaine étape d'une évolution humaine transformant la vie humaine. Quelque chose construit la conscience globale sans aucun doute plus générale et arrose les bourgeonnements de la solidarité humaine.

En plus comme Jésuite qui a fait et dirigé d'autres dans les Exercices Spirituels, j'ai été emporté par les élans mystérieux de l'Esprit de Dieu qui provoque la guérison et opère des transformations dans la vie et les coeurs des individus. Quand je contemple l'ampleur de l'activité intérieure des dizaines de millions de personnes autour du monde pour solliciter ne fût-ce qu'un monde plus juste et plus paisible, je suis en admiration.

Dans l'encyclique *Pacem in Terris*, il y a quarante ans, le Pape Jean XXIII avait mis en relief de telles idées, et ces mouvements sociaux comme « Signes des temps », révélations de l'Esprit de Dieu au travail dans la communauté humaine, ce qui sollicite un engagement de notre part. Ils nous défient, en d'autres termes, avec leur expérience pratique, vivante pour les méditations sur le Royaume. Le Seigneur s'engage activement et les deux Etendards dans les luttes pour la justice et nous invite incessamment pour faire partie de sa mission.

Signalons pour conclure que lire et interpréter les signes des temps, vivre profondément notre engagement social avec eux et notre vocation personnelle est un devoir qui exige absolument un discernement priant. Mais avec Dieu à l'oeuvre dans ces mouvements sociaux et qui nous invite à

le rejoindre à cette tâche, comment nous, de la famille Ignacienne, pourrions-nous rester de simples figurants et spectateurs à distance ?

James E. Hug, S.J.
Centre of Concern
1225 Otis Street, NE
Washington, DC 20017
U.S.A.

+1 202 832 9494 (fax)
<jhug@coc.org>

+ + + + +

La réponse globalisée des mouvements sociaux Un enseignement et encouragement pour la Compagnie de Jésus

Rafael Moreno Villa, S.J.¹

Vers un réseau mondial des mouvements sociaux

Beaucoup de mouvements populaires traditionnels et partis politiques sont en crise pour n'avoir pas trouvé comment faire face à un monde changeant si rapidement. Pendant ce temps se développent et se multiplient, s'articulant entre eux, divers réseaux nationaux et internationaux comme réponse globalisée de la Société civile ; réponse qui s'avère être appropriée pour affronter les problèmes et les progrès du 21^{ème} siècle.

Un exemple de ce réseau des réseaux est celui qui est en train de naître au sein du Forum Social Mondial (FMS) qui s'est autoproclamé «réseau mondial des mouvements sociaux». Les principaux promoteurs de cette initiative² la définissent comme une alliance de mouvements de défense de la démocratie et de la paix nourrissant l'ambition d'être plus ample, avec une perspective pluraliste anti-néolibéral ; non idéologique, elle veut être un mouvement indépendant des partis politiques, tout en respectant l'autonomie des organisations qui la constituent. Son objectif est de réunir les conditions permettant aux divers mouvements sociaux du monde d'échanger analyses, opinions et informations sur la conjoncture actuelle et d'établir quelques priorités communes et tâches nécessaires avant et après les rencontres du FMS. On voudrait dépasser les rencontres occasionnelles entre les mouvements de divers pays et continents, cherchant à construire un débat politique plus profond et à établir des structures horizontales pour plus d'échanges et d'actions en commun, et pour élargir le contact de ces mouvements dans tous les continents.

Pour renforcer ce réseau, les mouvements participants à la troisième rencontre FMS se mirent d'accord pour constituer un groupe de suivi servant de ressource et d'instrument pour les mobilisations internationales à travers un site web et des listes du courrier électronique. Installé pour une période de 6 à 12 mois, ce groupe partira de l'expérience des promoteurs du réseau des

¹ Assistant des questions sociales de la Province mexicaine de la Compagnie de Jésus.

² Voir CUT –Brésil, MST- Brésil, Marche Mondiale des Femmes – Québec, ATTAC- France et Focus on the Global South – Thaïlande, *Vers un réseau Mondial des Mouvements Sociaux*, dans www.movimientos.org/

mouvements sociaux et populaires du Brésil³. Il peut se servir d'une base des données des organisations et réseaux qui signèrent les manifestes de 2001, 2002 et 2003, lesquelles sont en train d'identifier d'autres mouvements sociaux, syndicats, ONGs et organisations qui devront être insérés dans cette initiative.

L'existence du réseau des réseaux continentaux

La constitution de ce réseau mondial est possible grâce à l'existence d'un réseau des réseaux thématiques et régionaux dans différents continents qui font partie du FSM ; l'*Alliance Social Continental*, par exemple est un réseau qui comprend les organisations de travail et coalitions des citoyens de tous les pays d'Amérique. Son objectif est de faciliter l'échange d'informations et la conjonction des stratégies et actions en vue de s'opposer à la signature du traité hémisphérique de Libre échange connu sous le nom de ALCA. Le réseau devrait aussi confectionner un modèle alternatif et démocratique d'intégration dont nos peuples seraient bénéficiaires⁴. Les Organisations sociales membres de cette Alliance manifestèrent leur intérêt pour que nous jésuites d'Amérique Latine participions à l'élaboration de ce projet sous l'angle de l'éthique.

Résultats de cette articulation sociale et mondiale

L'articulation des mouvements sociaux engendre une synergie qui commence à produire d'importants fruits, comme celui du 15 février dernier date à laquelle des millions de citoyens manifestèrent dans plus de 30 grandes villes du monde pour s'opposer à la guerre contre l'Irak optant pour une solution pacifique dans le conflit entre les USA et ce pays arabe. C'est pour la première fois que la Société Civile a été capable de réagir massivement et internationalement en faveur de la paix avant que n'explode un conflit armé aux graves répercussions mondiales. Cela fut possible en grande partie parce qu'il fut décidé pendant le Troisième Forum Social Mondial d'appuyer cette initiative⁵.

Le simple fait d'avoir mobilisé tant de gens d'un peu partout au monde pour un même objectif constitue une réussite significative. En plus, une telle mobilisation contribue à hausser les coûts politiques de l'option militaire assumée par le Président Bush et le Premier Ministre Tony Blair ; cela rendit la tâche moins difficile aux gouvernements membres du Conseil de Sécurité de l'ONU pour résister à la pression diplomatique des USA.

Quelques enseignements qu'instaure cette dynamique du mouvement social

Malgré le fait que tout ce qu'il y a dans les nouvelles articulations sociales ne soit positif ni ne puisse être utilisable, cette expérience nous enseigne que :

- 1) les problèmes et le développement social transcendent les frontières nationales. Leurs solutions requièrent des efforts communs plus globalisés.
- 2) une telle exigence a fait que les institutions sociales nécessitent de nouvelles structures, de nouveaux processus de décision, de nouveaux ordres du jour et de nouvelles formes d'articulation et de conduite. Les organisations qui n'ont pas fait de réajustements structurels ni modifié leur conception d'opération ont été généralement incapables de répondre aux situations nationales chaque fois plus dynamiques et complexes ;
- 3) les nouvelles structures prennent la forme de réseau des réseaux, les nouveaux processus de décision sont chaque fois plus démocratiques, les nouveaux ordres plus dynamiques, les nouvelles formes d'articulation plus flexibles, pluralistes et participatives ; les nouvelles

³ Voir, Troisième FSM, *Appel des Mouvements Sociaux*, janvier 2003.

⁴ Pour plus d'information sur les organisations de l'Alliance et ses propositions et activités, voir www.asc-hsa.org.

⁵ Voir, Troisième FSM, *L'appel des Mouvements Sociaux*, janvier 2003.

formes de direction laissent plus d'espace à l'échange et aux initiatives des bases, les coordinateurs sont chaque fois plus diversifiés et leurs consignes font naître plus d'espérance : « un monde différent est possible » ;

- 4) pour maintenir constamment la communication et le développement du dit réseau et pousser sa mobilisation, il suffit d'une petite équipe de contact, un site web et une liste d'adresses du courrier électronique. Cela n'exclut pas la réalisation périodique ou occasionnelle des rencontres et activités massives ;
- 5) pour être effectif, ce réseau doit s'enraciner localement et avoir une projection globale ;
- 6) face à la dynamique ségrégationniste et déshumanisante du model néolibéral, il se trouve une dynamique participative et personnelle appuyée par les mouvements sociaux.

Les encouragements qui surgissent de ces enseignements pour la Compagnie de Jésus

Les dernières Congrégations Générales ont insisté sur la dimension universelle de notre vocation et ont mis l'accent sur l'importance de la collaboration internationale. Le Père Général nous le rappelle dans sa lettre du 15 janvier 2003 :

La 34^{ème} Congrégation générale a exprimé plusieurs intuitions, qui sont intimement liées :

- 1) que la Compagnie était déjà organisée de façon à susciter et même requérir une collaboration en réseau afin d'accomplir notre mission.
- 2) que la nature même de la Compagnie comme corps international (ou « universel ») présentait, sous cet aspect, un énorme potentiel inutilisé.
- 3) que le développement de la collaboration en réseau au sein de la Compagnie n'était pas facilement prévisible et procéderait inévitablement par essais et erreurs, bien qu'il existe déjà un certain nombre d'expériences permettant une réflexion⁶.

La Congrégation Général 34 conclut que « s'il nous faut répondre aux appels du monde d'aujourd'hui dans la fidélité à notre vocation universelle, nous devons aller plus loin que nos réalisations présentes. Nous devons approfondir notre *esprit aux dimensions du monde* et renforcer les liens formels et informels qui faciliteront davantage la collaboration régionale et mondiale »⁷.

Dans ce contexte, les *Directives pour le travail en réseau dans le cadre social dans la Compagnie de Jésus* envoyées récemment par le Père Général désirent nous orienter sur les caractéristiques que doit avoir un réseau jésuite et sur les mécanismes et appuis à utiliser pour les constituer. Elles ne traitent pas pourtant de l'autre aspect aussi important ou peut-être plus : l'insertion des jésuites ou des réseaux jésuites dans d'autres réseaux des mouvements sociaux.

Le fait que nous jésuites nous reconnaissons comme « des hommes pour les autres »⁸ devrait faciliter et appuyer notre insertion et collaboration, comme personnes et corps apostolique, dans ces réseaux non jésuites et non nécessairement ecclésiaux.

La forme sous laquelle les mouvements sociaux ont créé de nouvelles structures, de nouvelles formes d'articulation et de conduite doit nous encourager et inspirer à créer des structures et mécanismes semblables ; elle devrait nous motiver à nous insérer et à collaborer beaucoup plus avec quelques uns des réseaux des mouvements sociaux existants.

Les expériences des jésuites ou de groupes de jésuites qui ont participé aux événements mondiaux ou régionaux de la société civile et/ou qui font partie des réseaux aux dimensions semblables

⁶ Père Général, *La collaboration en réseau dans le domaine social*, Circulaire 2003/5, Rome, 15 janvier 2003.

⁷ CG 34, décret 21, n. 5.

⁸ CG 34, décret 13, n. 4.

devraient être exploitées, améliorées et multipliées afin que notre sensibilité universelle soit soigneusement alimentée et exprimée sous des formes chaque fois plus significatives en faveur du bien chaque fois plus universel.

Rafael E. Moreno Villa, S.J.
Séneca 310
Col. Los Morales, Secc Alameda
11530 México, D.F.
MEXIQUE

+52 55 5280 7612 (fax)
<rmoreno@sjsocial.org>

+ + + + +

Les Mouvements Sociaux en République Démocratique du Congo

Muhigirwa Ferdinand S.J., Alain Dome S.J. et Toussaint Kafarhire, S.J.

Les pays africains sont en grande partie dominés par les dictatures, les rebellions et les guerres. La République Démocratique du Congo (RDC) ne fait pas exception. En effet, depuis 1965, la RDC a connu 31 ans de dictature de Mobutu et 6 ans de guerre d'agression qui ont sérieusement détruit le tissu social du pays. Les mouvements sociaux commencent à prendre corps à partir de 1990, année qui marque le passage du monopartisme au multipartisme. Nous entendons par « mouvements sociaux », toutes les organisations caritatives non-gouvernementales, aussi bien locales qu'internationales, la société civile et les églises. Il existe ainsi des mouvements des femmes (développement, petite coopérative, de micro-crédit), les mouvements de défense des droits de l'homme (qui ont notamment dénoncé les massacres, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le génocide congolais avec 3.5 millions de morts depuis 1998 d'après Human Watch Rights), les mouvements de défense des droits des enfants, les mouvements politiques pour la paix, la justice et la démocratie, les mouvements de défense des réfugiés et des déplacés.

Une critique des mouvements sociaux

Les mouvements sociaux se sont dotés des moyens pour exprimer la voix des peuples qu'ils essayent de défendre. Les manifestations pacifiques, les journées de prière, les journées ville-morte, la désobéissance civile, le refus de collaborer, la création des moyens de communication pour contrôler et diffuser une information plus juste à travers les journaux, la radio, la musique et surtout l'usage de l'internet. Ils ont l'avantage d'atteindre à la fois les villes et les campagnes, les instances nationales et internationales.

Un regard critique de ces mouvements conduit à souligner trois facteurs principaux qui délimitent leurs faiblesses et constituent aussi le lieu des défis qu'ils posent à l'Eglise et à la Compagnie. Il s'agit du leadership, de « l'agenda » et des ressources financières.

Crise de leadership

Le leadership d'un mouvement en est le moteur et l'animateur. Un mouvement dont le leadership est résolument et clairement à faire bouger les choses a plus de chance de voir son action réussir.

De même un mouvement dont les leaders ont compétence voulue. Il y a une crise évidente de leadership dans les mouvements sociaux. Ils n'ont pas la stature qu'ils devraient avoir. Les leaders, à cause de la conjoncture économique difficile, sont plus préoccupés par leur survie que pour les causes qu'ils devraient défendre.

Crise « d'agenda »

Beaucoup de mouvements sociaux n'ont pas d'agenda, d'objectifs, de programmes clairement définis. Les membres de ces mouvements ne savent pas exactement pour quel projet de société ils sont mobilisés. Au coeur de la question de l'agenda se trouve le problème des valeurs mobilisatrices. On se demande, à juste titre, quelles sont les valeurs humaines, morales et chrétiennes que certains mouvements véhiculent. Les valeurs mobilisatrices doivent être incarnées par les leaders des mouvements et partagées par leurs membres pour une plus grande crédibilité et efficacité.

Crise des ressources financières

Beaucoup de mouvements sont presque entièrement dépendants de l'aide financière qui vient d'ailleurs. Ils sont plus redevables des bailleurs de fond étrangers que de la population locale. Les conditions, les priorités et les objectifs ne sont pas toujours ceux de la population mais ceux des bailleurs. Ce n'est pas étonnant que l'activité principale soit la rédaction des rapports financiers annuels pour justifier l'argent reçu et des prévisions budgétaires de l'argent à demander.

Si les trois facteurs sont clarifiés, les défis assumés, les mouvements sociaux peuvent devenir des lieux de redynamisation de la vie sociale en RDC en faveur de la paix, de la justice et de la démocratie.

L'apport de l'Eglise et de la Compagnie de Jésus

Les mouvements sociaux, à leur manière et avec leurs limites, luttent pour la promotion de la justice, de la paix, de la liberté, du développement de l'homme. L'Eglise catholique, en RDC, à travers son évangélisation et ses oeuvres (écoles, universités, hôpitaux, centres sociaux, mass-médias) joue un rôle incontournable. Mais elle peut et doit faire plus ; elle doit viser le magis.

L'Eglise, « experte en humanité », doit revisiter et éclairer les mouvements sociaux à partir de son enseignement social, clarifier le rôle de l'engagement responsable des laïcs chrétiens dans la sphère politique, lutter pour la mise en place d'un nouvel ordre politique juste, pacifique et démocratique, renforcer l'option préférentielle pour les pauvres qui nous évangélisent. Car « les pauvres nous enseignent la pauvreté comme aucun document ne peut le faire. Ils nous montrent le chemin de l'inculturation des valeurs évangéliques » (CG 34, d. 26, n. 14).

L'Eglise catholique en RDC a porté un témoignage prophétique à travers ses chrétiens et ses pasteurs dans ce combat pour la foi et pour la justice des peuples sans défense. Parmi les pasteurs congolais figurent deux « martyrs » : Mgr Munzehirwa Christophe, S.J. et Mgr Kataliko. Ces deux Archevêques de Bukavu (Kivu) ont donné leur vie pour le Christ en luttant pour la paix, la liberté, le droit, la justice, le développement contre la violence, l'injustice, l'aliénation et la déraison.

Que doit faire la « minima Societas Iesu » face aux défis que présentent les mouvements sociaux ? Elle doit jouer son rôle de corps apostolique international. Dans le monde – « village global » – dominé par une économie mondialisée, l'Eglise peut et doit contribuer en tant qu'actrice internationale capable de faire jouer la solidarité à un niveau mondial, en apportant son expertise, son engagement en matière d'organisation de leadership et « d'agenda », de management des

ressources financières. Une des priorités de l'Eglise et plus spécifiquement de la Compagnie de Jésus serait la formation et le renforcement des capacités des leaders chrétiens dans le domaine socio-politique.

Au moment où émerge une société civile mondiale, les jésuites devraient réfléchir à leur présence et à leur pastorale dans la société civile, dans les ONG internationale et nationales, dans l'observatoire mondiale des médias, du Forum social mondial, de développement durable, de tribunal pénal international, d'anti-corruption. Cette présence et cette pastorale dans « les apostolats de frontière » exigent une solide formation humaine, spirituelle et scientifique des jésuites formés et surtout des jeunes jésuites sur qui repose l'avenir de la Compagnie de demain.

L'identité du jésuite est inséparable du service de la foi et de la promotion de la justice. En effet, le jésuite est « un homme dont la mission est de se consacrer entièrement au service de la foi et la promotion de la justice » (CG 32, d. 2, n. 31). Les jésuites peuvent faire beaucoup à travers les centres sociaux en collaboration avec ses mouvements sociaux.

Nos centres ne doivent pas se limiter à une activité intellectuelle, à des recherches et des analyses sociales, mais à des stratégies de conscientisation, d'encadrement et des actions sociales concrètes pour « le développement de tout homme et de tout l'homme ». Le Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR) de Lusaka (Zambie) joue un rôle qui a conduit à des manifestations sociales en vue d'un juste salaire calculé à partir de coûts des denrées alimentaires de base sur le marché (cost of basic food basket). Dans la Province d'Afrique centrale, la fin de la guerre d'agression et le retour à la paix constituent la priorité des priorités.

Dans ce contexte, « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ » (*Gaudium et Spes* 1), des Compagnons de Jésus que nous sommes. « La fidélité créatrice », dans ce contexte de crise et de guerre, invite les serviteurs de la mission du Christ à promouvoir une pastorale de la paix, de la vérité, de la justice et de la réconciliation, en devenant des héros du combat de valeurs d'amour, de vérité, de paix, de justice et de démocratie.

Ad Majorem Dei Gloriam

Muhigirwa Ferdinand, S.J.
Alain Dome, S.J.
B.P. 3724
Kinshasa-Gombe
R.D. du CONGO

<muhigirwafsj@yahoo.fr>
<jlyadome@yahoo.fr>

+243 88 40 685 (fax)

Toussaint Kafarhire, S.J.
Hekima College
P.O. Box 21.215
Nairobi, Ngong Road
00505 KENYA

+254 2 570 972 (fax)
<kafmurhula@hekima.ac.ke>

+ + + + +

Nouveaux Mouvements Sociaux en Asie du Sud Problèmes et directions

Prakash Louis, S.J.

Les mouvements sociaux sont intégrants et endémiques à l'histoire de l'Asie du Sud. Ceci est dû au fait que la privation, la discrimination et l'injustice sont des aspects centraux de la société et de l'administration politique en Asie. On a pris pour naturel qu'à cause d'un ordre social spécifique, il ne peut pas y avoir en Asie du Sud des révoltes et des mouvements. Ceux qui propagent ce point de vue ne se rendent pas compte que la frustration, l'agression et la colère sont les conséquences de la discrimination et de la marginalisation et conduisent aux révoltes. Ces révoltes et rebellions se dressent contre des relations sociales injustes actuelles et conduisent à la genèse des mouvements sociaux. Mais la simple existence de la privation, inégalité et injustice ne conduit pas d'elle même les gens à se révolter contre le système. Les mouvements sociaux ne commencent à prendre forme que quand les gens deviennent conscients de ces inégalités et injustices et du fait qu'ils peuvent se libérer de ces structures et aussi lutter pour renverser l'ordre social exploiteur.

C'est un fait établi parmi les hommes des sciences sociales et les activistes sociaux que chaque structure sociale crée son propre type de protestation et style d'expression de ces protestations. Ceci est dû au fait que les problèmes rencontrés par les citoyens d'un pays et, d'ailleurs, par des communautés à l'intérieur d'un pays sont différents. Pour le cas de l'Asie du Sud, voici quelques uns des problèmes fondamentaux et centraux qui affectent des gens : les systèmes des castes et féodal, le patriarcat, le communalisme, la privatisation, etc. La corruption, l'aliénation liée à la terre, la pauvreté, l'analphabétisme, l'alcoolisme, etc. ne sont que des symptômes de la profonde anomalie. Quand la politisation de ceux qui souffrent l'injustice et l'inégalité dues aux facteurs ci-dessus mentionnés, elle conduit aux mouvements sociaux.

La rébellion et révolte des gens en Asie du Sud pourraient être désignés comme les Nouveaux Mouvements Sociaux parce que ces mouvements sont guidés par des idéologies différentes. Ils usent aussi des moyens modernes de mobilisation et de politisation de ceux qui sont sujets à la violence et l'oppression. Dans les trois dernières décennies, les mouvements sociaux de l'Asie du Sud ont aussi fait recours à des stratégies parlementaires et extra-parlementaires. Ainsi, ceux qui sont partisans de ces mouvements croient légitimes les protestations, le désaccord et même l'usage des moyens violents. Les opposants de ces mouvements par contre les déclarent illégaux et les décrivent comme étant au fond un « problème relatif à l'ordre public ».

L'ordre social, les mouvements sociaux et le changement social ou résistance au changement sont intégralement liés. Ceci parce que les mouvements sociaux sont continuellement liés au changement social et, par conséquent, à la structure sociale. Par exemple, les mouvements dalits ont la mission fondamentale de restructurer l'ordre social en Asie du Sud. En plus, les mouvements sociaux sont le produit de la structure sociale et émergent ainsi de certaines conditions sociales dans la structure sociale. Le mouvement naxalite ou le mouvement paysan radical dans certains coins de l'Inde et du Népal sont la conséquence des conditions sociales en ces pays. Enfin, les mouvements sociaux ont des conséquences pour la structure sociale dont ils sont le produit. C'est à dire que ces mouvements exercent une énorme pression sur le système en place et en exigent la restructuration.

Dans le scénario sud asiatique, on peut relever les mouvements sociaux suivant: les mouvements dalits (les mouvements des basses castes pour la libération de l'oppression émanant du système des castes) les mouvements tribaux ou indigènes luttant pour leur contrôle légitime des ressources naturelles et humaines, les mouvements des femmes exigeant l'égalité en statut et en droit dans la société et l'administration politique, les mouvements des paysans luttant contre les forces de l'établissement politique national ainsi que du marché global, les mouvements anti-liqueur dirigés avec succès par les femmes et la société civile, les mouvements écologistes exigeant une attention immédiate vis-à-vis du phénomène de la détérioration écologique, les mouvements des personnes sans terre, les mouvements pacifistes et de la réconciliation, les mouvements des peuples pêcheurs, les mouvements des travailleurs, etc. pour ne mentionner que quelques uns. La lutte pour la liberté qui se déclencha dans plusieurs de ces pays pourrait être considérée comme un mouvement politique mais les mouvements mentionnés ci-dessus diffèrent significativement en termes de problèmes, direction, idéologie suivie, buts poursuivis, etc.

Une des différences fondamentales entre les mouvements sociaux du passé et les nouveaux mouvements sociaux en Asie du Sud est que ces derniers ne sont pas seulement nés en faveur des marginalisés et opprimés, mais le leadership est aussi graduellement pris par des gens issus des communautés marginalisées et opprimées. Ceci est en un sens un développement historique par rapport à l'ère précédente où les masses exploitées étaient les bénéficiaires de la lutte menée en leur faveur. En plus, dans les mouvements d'antan, la réforme dominait le plan d'action alors que dans les nouveaux mouvements sociaux la recherche d'une alternative est devenu un souci et un objectif dominant.

Le Forum Social d'Asie qui eut lieu dans la partie sud de l'Inde dans les premières semaines de janvier 2003 était une autre tentative d'organiser et regrouper en réseau les masses et les leaders engagés dans les diverses luttes et mouvements afin de se rassembler et rendre connue leur protestation contre les forces tant nationales qu'internationales impliquées dans la mondialisation, libéralisation, privatisation et « marketisation ». Le Forum Social d'Asie [FSA] était une assemblée régionale des masses, des intellectuels, des académiciens et des activistes, assemblée emboîtant le pas au Forum Social Mondial.

Alors que le thème du Forum Social Mondial était « un autre monde est possible » le principal thème du Forum Social d'Asie était « une autre Asie est possible ». Ces deux forums avaient un objectif commun et c'était « unissons-nous tous pour les construire ». Il est révélateur de remarquer que les forces globalisantes propagent le mythe qu'il n'y a aucune alternative (TINA: There Is No Alternative). À l'encontre de ceci, le Forum Social Mondial tenu au Brésil pour les trois dernières années consécutives a suggéré que le socialisme est l'alternative (SITA: Socialism Is The Alternative). Dans le FSA tenu en Inde, plus de 15000 délégués venus de l'Inde, d'Asie et presque de partout au monde, représentants des mouvements de gens divers, des groupes de droits humains, les syndicats des travailleurs, des organisations politiques et sociales, ONG, des forums des jeunes et des femmes, les organisations dalits et tribales ont clairement et catégoriquement affirmé que « beaucoup d'alternatives à la mondialisation sont possibles ».

Les thèmes importants et les problèmes clés relevés par le FSA étaient les suivants: la paix et la sécurité, la dette, le développement, le commerce, les finances et les investissements, l'État-Nation, la démocratie et l'exclusion, les infrastructures sociales, l'écologie, la culture et le savoir, les alternatives et les mouvements populaires. Ces thèmes étaient discutés durant cette réunion de six jours en huit conférences, 25 séminaires et 50 ateliers. L'objectif fondamental du FSA était de donner de l'espace à toutes les masses en lutte d'Asie pour se rassembler et articuler leurs luttes et visions, individuellement et collectivement, contre le programme économique néo-libéral de l'élite mondiale et nationale qui tend à briser le cœur même de la vie des peuples ordinaires partout dans le monde. Il est aussi important de noter que le Forum Social Mondial et le Forum

Social d'Asie ont suscité des questions concernant l'idéologie même du néo-libéralisme et les règles de gouvernement et d'investissement établies par le Forum Economique Mondial.

L'un des points convergents les plus important qui ont émergé au cours des six jours du Forum Social d'Asie était que la mondialisation touche la population dans un pays et les pays du monde de manières différentes. Par exemple, les luttes entre classes deviennent de plus en plus associées à la crise dans le secteur agricole, le système des castes brandit ses laids besoins sous différentes formes, dans une société capitaliste moderne le fondamentalisme religieux est devenu le pivot dans tous les pays de l'Asie du Sud, allant vers une plus grande libéralisation économique les conflits ethniques rongent le cœur même de la société, l'impact destructif aussi bien sur les ressources naturelles que sur les ressources humaines met en question la survie même de ces sociétés et leur administration politique. Une autre résolution du FSA était de mettre en lumière et multiplier les histoires de réussites des initiatives locales, régionales, nationales et internationales qui s'opposent à l'impact négatif de la mondialisation. Une tendance majeure du FSA était que les communautés exclues et marginalisées comme les communautés tribales, les dalits, les femmes, les enfants et les secteurs inorganisés ont trouvé de l'écho dans presque tous les dialogues. Le tambourinage fait par les ballets culturels dalits et tribaux a amplifié leur détermination à poursuivre leur quête d'un autre système social, une autre Asie et un autre monde.

Pour les jésuites en général et ceux engagés dans les ministères de l'action social, en particulier les nouveaux mouvements sociaux qui émergent posent de grands défis invitant les jésuites et leur collaborateurs et collègues de travail à prendre au sérieux les nouveaux mouvements sociaux émergents, les problèmes que suscitent ces mouvements, la direction que ces mouvements sont en train de prendre, l'idéologie qui sous-tend ces mouvements ainsi que leurs objectifs. En plus, ces mouvements sociaux adressent une libre invitation aux jésuites en Asie du Sud à se joindre à ces luttes pour la libération et l'émancipation. Ces mouvements mettent les jésuites en direct contact avec les masses en lutte, les citoyens exploités de cette région. Toutefois, un fait beaucoup plus important est que ces mouvements présentent des opportunités historiques aux jésuites de la région de sortir de leur complexe de minorité, de leur chemin battu des aventures apostoliques afin d'entrer dans l'arène des initiatives de la société civile. Ceux des jésuites et de leurs collaborateurs et collègues de travail qui étaient présents au FSA ont été témoins de ces opportunités et défis. Pour finir, ces mouvements sociaux posent ce défi qu'être jésuite en général et être un jésuite dans l'action social n'est pas un privilège mais une responsabilité assumée par les jésuites enracinés dans leur charisme. Ceci est une opportunité en or de faire partie de ces mouvements sociaux émergents qui, en essayant de restructurer l'Asie, posent aussi les fondations pour un ciel nouveau et une terre nouvelle.

Prakash Louis, S.J.
Indian Social Institute
10, Institutional Area, Lodi Road
New Delhi 110 003
INDE

+91 11 4690 660 (fax)
<prakash@unv.ernet.in>

++++

EXPÉRIENCES EXPÉRIENCES

La peur du SIDA

John S. Doyle, S.J.

Aujourd'hui, tout en manoeuvrant ma vieille WW Golf autour des nids de poule d'une rue de Lusaka en Zambie, il m'est revenu à l'esprit une fois de plus le terrible fléau avec lequel on vit. La rue n'était longue que de deux pâtés de maisons. Et pourtant il y avait deux funérailles simultanées qui prenaient place dans deux maisons différentes. Je ne pouvais que deviner que les décès étaient dus à des maladies reliées au SIDA. En tant qu'aumônier à l'hôpital d'enseignement universitaire de Lusaka, je fais face quotidiennement à ce fléau dévastateur. Et pourtant plusieurs de ces décès auraient pu être évités ou tout au moins repoussés. Ce pourquoi je me bat c'est pour un dépistage volontaire du SIDA à l'échelle nationale.

Lorsque je me souviens de la trépidation avec laquelle j'ai approché mon premier test personnel de dépistage du SIDA au cours des années '90, je reste conscient de la répugnance avec laquelle ce dépistage national peut être perçu. J'étais assez certain de tester négatif, mais j'avais peur d'avoir de la difficulté à faire face à un résultat positif. Ici, en Afrique il y a des risques ou conséquences supplémentaires. Comme le stigma qui accompagne un résultat positif. Il y a aussi la peur d'être traité comme un paria, et en conséquence d'être chassé de sa maison. Il y a le choc d'un être aimé confronté avec la dure réalité qui s'apparente presque à une sentence de mort, et non seulement pour la victime mais aussi pour son partenaire.

Mais pour moi, j'avais encore le choix. Je pouvais vivre encore dix ou vingt ans en dépit d'une séropositivité. Ou je pouvais ne rien faire, mettre en danger les autres et risquer de mourir lors de la prochaine maladie sérieuse que j'attraperais, comme la tuberculose, la malaria ou la méningite.

Tous les tests de dépistage du SIDA ne peuvent avoir que deux résultats : négatif ou positif. Si c'est négatif, je dirai : 'Rendons grâce à Dieu. À partir de maintenant je serai vraiment très prudent'. Si le résultat est positif, je dirai : 'Maintenant, je sais', et si j'habite en Zambie j'irai à une clinique et je recevrai une carte. Puis, j'irai à l'UTH où je serai évalué et référé pour counselling et pour déterminer mon fardeau viral. Puis, avec la bonne médication et une diète appropriée je pourrai faire face à un avenir différent. L'apparence de sentence de mort pourra alors être commuée en une vie avec une routine de fer. Au moins, je serai vivant. Qui sait, peut-être dans quelques années une cure sera découverte et si je refuse de faire le test de dépistage cette éventuelle cure ne me servirait à rien.

De l'argent est nécessaire avant que ce scénario se réalise. Mais quelle nation donatrice serait assez cruelle pour nous refuser cette aide.

La semaine dernière, j'ai eu le plaisir de parler au téléphone avec Stephen Lewis (l'ambassadeur spécial du Sida auprès de Kofi Annan) ainsi qu'avec son assistante Paula Donovan, basée au Kenya. Stephen a dit que mes idées n'étaient pas nouvelles, mais que ma voix pouvait être ajoutée à toutes celles prononçant le même message. Je pense à l'Afrique du Sud où l'administration des

mines a pesé les conséquences de payer le coût d'un dépistage global et des factures médicales qui suivraient par rapport au coût inhérent au recrutement de nouveaux travailleurs.

John S. Doyle, S.J.
Director of Pastoral Care
University Teaching Hospital
P.O. Box 50001
Lusaka
ZAMBIE

+260 1 250156 (fax)
<jdoyle@zamnet.zm>

+ + + + +

« Université et Misère » Groupe de réflexion à la Grégorienne

Michel Kamanzi, S.J.

Je voudrais vous partager ici l'expérience du groupe de réflexion « Université et Misère » que nous avons à la Grégorienne et auquel je participe depuis deux ans maintenant. Ce groupe est né sur l'initiative du Père Marc Leclerc, SJ professeur à la faculté de philosophie et de Jean Tonglet, représentant du mouvement ATD Quart Monde à Rome. Notre groupe est lié à ce mouvement fondé par le Père Joseph Wresinski en 1956 dans la région parisienne avec des familles vivant dans un dénuement total. A travers le volontariat, des hommes et des femmes d'horizons culturels et spirituels différents s'engagent pour que la misère ne soit plus considérée comme fatale. *« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »* Ces paroles du Père Joseph Wresinski, aujourd'hui gravées sur le parvis de la basilique St Jean du Latran en mémoire des victimes de la misère de tous les temps ainsi que sa conférence faite à la Sorbonne le 1er juin 1983 intitulé « Echec à la misère » ont inspiré nos différentes rencontres mensuelles et l'organisation chaque 17 du mois de la prière en mémoire des victimes de la misère sur le parvis de la basilique St Jean du Latran. Lors de cette conférence à la Sorbonne, le Père Joseph, provenant lui-même du « Quart Monde » avait exhorté l'Université à une rencontre avec le monde de la misère. Le Père Joseph reprochait à l'Université *« de ne s'être pas ouverte aux exclus et d'avoir jalousement gardé le privilège du savoir et de la culture dont la privation est plus grave que la frustration matérielle »*. C'est cette rencontre que notre groupe de réflexion a voulu tenter en organisant des réunions mensuelles ouvertes à toute l'université, avec comme invités des hommes et des femmes provenant du « Quart Monde » de Rome, des professeurs d'université, des volontaires ainsi que des hommes d'église.

La diversité des membres du groupe provenant des différents pays et faisant partie des différentes facultés de notre université et même d'ailleurs, a beaucoup enrichi la qualité de nos échanges lors de nos réunions. L'approche vraiment pluridisciplinaire était intéressante, nous offrant ainsi une vision large et profonde des questions qui étaient soulevées par les différents intervenants. Une des rencontres qui m'a le plus marqué est celle que nous avons eu avec une femme qui vit dans un des ces immeubles de Rome pour sans logis, mendiants et familles en difficulté. La dame était tout émue de se retrouver sur la chaire de l'université, dans la salle de la défense des thèses,

parlant à des étudiants et à des professeurs. « Pour une fois, (disait-elle) et peut être la seule de ma vie, c'est moi qui donne des leçons aux universitaires et ils prennent note. Moi qui ne sais pourtant pas écrire... ». Cela peut apparaître un peu romantique, mais je suis resté touché par ce qu'elle partageait de sa vie, comment jusqu'à ce qu'elle ait vécu dans la périphérie de Rome dans des conditions misérables avec d'autres familles pauvres, elle n'avait pas honte de sa condition mais le jour où elle vint en ville et rencontra d'autres filles qui savaient lire, qui étaient propres et bien habillées, qui avaient une autre vie si différente de la sienne, elle commença à éprouver frustration, complexe et jalousie envers ce monde qui ne la considérait pas ; elle se sentait écrasée par la vie des autres.... C'était un partage riche d'expérience de vie, pas très ordonné, différent des leçons magistrales bien structurées, une vision d'en bas, une autre perspective, qui je pense était importante pour que nos rencontres ne restent pas trop spéculatives. Nous nous sentions souvent aussi écrasés et impuissant devant les témoignages et les situations qui nous étaient partagées, ajoutant à celles de nos pays et de nos milieux d'origine déjà difficiles à porter. Et la question qui revenait souvent était celle de savoir ce que nous pouvions faire, nous « pauvres » étudiants.

Certains d'entre-nous ont senti la nécessité de nous approcher davantage de ces familles du Quart Monde, conscient que nous n'allions pas mettre fin à leur misère. C'est ainsi que nous avons rejoint, en marge du groupe de réflexion, un groupe de laïcs et de religieux qui depuis quelques années animent une bibliothèque de la rue dans un de ces immeubles de la commune de Rome pour ces familles qui se trouvent au pied de l'échelle sociale. Un apostolat exigeant et interpellant ; ces familles en plus de la pauvreté matérielle sont aussi confrontées à d'autres drames : violence, prison, mendicité, les enfants qui n'étudient pas, rejet de la part des voisins du quartier, etc. Quand on se rend dans un de ces immeubles et que l'on provient du « tiers monde », on se demande si on est encore en Europe, dans un monde qui se veut développé, une société qui se dit de « bien-être ».

L'expérience du samedi à la bibliothèque de la rue avec les enfants de ces familles, bien que difficile, nous a appris beaucoup de ces familles et nous a permis d'établir des relations avec ces exclus. Parfois le dimanche avec les enfants qui le désiraient ainsi que quelques-uns de leurs parents, nous allions à la messe dans la paroisse voisine, tentative d'intégration dans le quartier où ces familles n'étaient pas acceptées et étaient considérées comme « Zingari » (Gitans). La présence de ces enfants a dérangé un peu la paroisse mais cela a été positif car cela a permis au curé et à un groupe des laïcs de la paroisse d'établir, petit à petit, des liens avec ces familles. Quelques paroissiens ont commencé aussi à aller donner des cours supplémentaires et des cours du soir dans la résidence de Val Canuta (quartier périphérique de Rome). Notre groupe a donc aussi donné lieu à quelque chose de concret, et nous étions heureux de partager chaque samedi quelque chose de notre culture et de notre expérience avec les enfants dans la petite bibliothèque aménagée dans la cave de l'immeuble, parfois nous faisions aussi un Ave Maria, après avoir collé les dessins sur le mur. Nous nous étions habitués avec le temps à leur manière « violente » de s'exprimer...

Cette expérience proche du Quart Monde a permis de rendre notre réflexion plus incarnée bien que l'objectif du groupe n'était pas directement orienté à l'action. Mais un peu comme la méthode de l'enseignement social de l'église, après avoir vu et jugé, nous ne pouvions rester les bras croisés sans rien faire, il fallait quand même agir, ne fût-ce qu'en étant présent à ce monde aux antipodes de notre monde du savoir. « Il faut que nous soyons concrets », cette phrase revenait souvent dans nos rencontres. L'objectif était de mettre le plus pauvre au centre de nos études, de notre réflexion théologique, philosophique, sociologique, économique, etc. Il est vrai que grâce à nos études nous échappons pour notre part à la misère ... mais nous avons aussi le devoir de nous former pour transformer ce cercle vicieux de la misère en un cercle vertueux où la misère n'est plus fatale à travers la promotion vers des conditions plus humaines pour nos frères et sœurs

marginalisés. Pour cela, il était nécessaire pour nous de tenter de rencontrer le monde de la misère, non pas comme un laboratoire où nous voulons vérifier si nos théories peuvent fonctionner, mais plutôt comme un lieu où à travers le dialogue et la confiance établie, nous sachions trouver ensemble avec ces hommes et femmes, quelles solutions sont possibles à mettre sur pied pour s'en sortir. Que pouvions-nous leur apporter ? Non pas une aide paternaliste qui crée l'éternelle dépendance, mais plutôt une amitié et une confiance qui met la personne debout, lui fait dire : oui je peux m'en sortir, même si ma famille a toujours vécu ainsi, cela fait parti maintenant de l'histoire, la misère n'est pas fatale.

Nous sommes peut-être des rêveurs et des prétentieux ; certains de nos condisciples, nous trouvent un peu « à gauche » ou simplement « gauche » quand nous parlons des « familles sous-prolétariennes » selon l'expression du Père Joseph. Cela ne nous décourage pas, même si nos réunions n'attirent pas beaucoup de monde, nous continuons à organiser d'autres rencontres cette année aussi, cherchant à ne pas nous enfermer dans notre monde du savoir, de nous y installer. Cette année, nous avons pris une ligne plus théologique avec des rencontres sur la foi, l'espérance et la charité en Quart Monde. Nous cherchons à nous ouvrir pour échanger, conscients qu'il existe un limite éthique au dialogue, nous voulons partager pour apprendre, être plus, *des hommes pour les autres* mais encore mieux *des hommes avec les autres*. Comme le disait le P. Joseph Wresinski lors de sa conférence à la Sorbonne: « *Sur l'échec à la misère, l'Université elle-même a tout à apprendre. Et elle n'apprendra pas, si elle n'invente pas de nouvelles ouvertures. Je disais que l'ouverture était indispensable. Je dirai même plus : l'ouverture serait, en elle-même, échec à la misère* ». Au fond, c'est le souci de « la foi qui promeut la justice » qui nous meut, la préoccupation de faire des études incarnées dans la réalité des plus pauvres pour lesquels l'Eglise a pris une option préférentielle. Que l'Esprit nous éclaire dans cet « ***incontro da non perdere*** »

AMDG

Michel S. Kamanzi, S.J.
Collegio Internazionale del Gesù
Piazza del Gesù 45
00186 Roma
ITALIE

+39 06678 0780 (fax)
<michkasega@yahoo.fr>

++++

RECENSION RECENSION

Sécurité Mondiale Alimentaire

Alex Muyebe, S.J.

Martin M. McLaughlin, Perspective catholique sur la politique alimentaire du Nouveau Millénium, Washington D.C. Center of Concern, 2002, 214 pages.

La faim chronique constitue l'un des maux les plus persistants et pourtant l'un des plus faciles à enrayer. On peut se demander pourquoi le spectre de la faim continue de hanter la race humaine malgré l'existence d'une capacité agricole illimitée, un savoir agricole avancé et une technologie sophistiquée? Pourquoi un grand nombre de personnes, dans les pays soi-disant en voie de développement, sont sous alimentées en dépit des récoltes abondantes à l'échelle mondiale? Pourquoi ceux qui contrôlent le système global alimentaire permettent au problème de la faim de persister alors que les conséquences négatives qui en résultent pour la vie, la dignité et le bien-être de l'être humain sont évidentes? Ces quelques questions laissent entrevoir que la question de la sécurité alimentaire mondiale est ensevelie sous les questions et offre peu de réponses. La préoccupation majeure de la *Sécurité alimentaire mondiale* est de répondre à ces questions. La *Sécurité alimentaire mondiale* se penche systématiquement sur la question suivante : « Pourquoi un système global alimentaire, qui produit assez de nourriture chaque année pour nourrir toute la population mondiale, interdit l'accès à une alimentation humaine adéquate à un septième de la race humaine » (p. vii) ?

La *Sécurité alimentaire mondiale* constitue une contribution unique au débat croissant sur la sécurité alimentaire. Le caractère exceptionnel de ce livre se trouve dans son innovation méthodologique. L'auteur fait une excellente utilisation des données empiriques de bases aux fins de son analyse empirique et éthique sur la faim dans le monde aujourd'hui. La *Sécurité alimentaire mondiale* offre une analyse des politiques à la fois compétente et profonde. Ce livre développe avec habileté une conscience du problème persistant de la faim et une compréhension de ses causes ; il met en évidence son non cautionnement moral, décrit les actions prises pour y mettre fin et suggère quelques dispositions qui pourraient contribuer à réduire le problème de la faim dans le monde.

À cette fin, l'ouvrage, la *Sécurité alimentaire mondiale*, est divisé en sept chapitres. Dans le premier chapitre, l'auteur explique comment le problème de la faim dans le monde a commencé à faire partie de l'agenda de la communauté internationale depuis la Conférence mondiale sur l'alimentation en 1974. Dans le deuxième et le troisième chapitres, l'auteur utilise la définition de la sécurité alimentaire telle qu'entérinée par le Sommet mondial sur l'alimentation de 1996 pour analyser le système alimentaire actuel, ces éléments structurels et dynamiques ainsi que les limites que ceux-ci imposent sur l'augmentation des réserves alimentaires et la rencontre des exigences alimentaires. Les facteurs analysés du côté de l'approvisionnement comprennent la terre, l'eau, l'énergie, la technologie, la science, la recherche, l'environnement, le climat ainsi que les finances. Du côté de la demande nous retrouvons la croissance démographique, la consommation et les différents modes de nutrition, de même que le fonctionnement et la gestion du système global alimentaire, c'est-à-dire le commerce international.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur identifie les principaux protagonistes du système alimentaire ; c'est-à-dire une combinaison de compagnies agro-industrielles, de riches individus, de grands propriétaires terriens des pays industrialisés et des pays en voie de développement ainsi que d'institutions financières qui les guident et les appuient. Il poursuit en décrivant les décisions et les incitatifs derrière les opérations du cartel alimentaire qui à la fois poussent les petits agriculteurs à abandonner tout en se saisissant de leurs marchés et de leurs propriétés.

Dans le cinquième chapitre, l'auteur évalue la justice du système, y compris la question de la distribution alimentaire. Il donne un compte rendu de quelques uns des efforts faits pour améliorer le système et explore

comment la pensée sociale catholique évalue de façon éthique la pensée et la pratique agricole dominante à forte intensité capitaliste. L'auteur fait quelques réflexions sur le moyen de réduire ou d'éliminer la faim chronique et de parvenir à une sécurité alimentaire authentique. Soulignant l'importance de déployer une stratégie de développement qui soit partie intégrante d'un processus politique global, l'auteur indique que cela devrait être un processus où les personnes souffrant de l'insécurité alimentaire puissent suggérer des idées et faire des choix leur permettant d'éviter la pauvreté et la faim qui l'accompagne.

La *Sécurité alimentaire mondiale* expose clairement l'impact de l'économie globale sur les systèmes agricoles et alimentaire. Selon cette pratique économique, les prix des aliments sont établis par un marché qui n'est réglementé que pour le profit des compagnies à but lucratif. La plupart de ceux qui souffrent de la faim, c'est-à-dire un septième de la race humaine, sont exclus des marchés et privés de leurs terres. Poussé par le profit, les agro-industries contrôlent les terres, les semences et la nourriture, rançonnant ainsi les vies et les gagne-pain des pauvres de la planète.

Il nous fait voir clairement que la faim persistante dans le monde d'aujourd'hui est en grande partie créée par les opérations du secteur agro-alimentaire de l'économie globale. Peu importe le raisonnement économique, ou l'absence d'un tel raisonnement, pour cette situation, l'auteur de la *Sécurité alimentaire mondiale* soutient qu'il est impossible de justifier moralement une telle situation. Le système global alimentaire, tout comme l'ensemble du système économique global, a peut-être une logique mais il n'a pas développé d'éthique. En puisant dans l'enseignement moral de l'Église catholique, la *Sécurité alimentaire mondiale* est à son meilleur quand il introduit un élément éthique dans l'analyse du système global alimentaire et agricole. L'auteur avance également des solutions pratiques et réalisables à tous les niveaux du problème de la faim dans son ensemble.

L'auteur de la *Sécurité alimentaire mondiale* admet, avec raison, dans sa 'postface' qu'en écrivant sur un tel sujet, on doit 'prendre la décision de s'arrêter malgré les multiples sujets pertinents laissés de côté, ambigus ou simplement mentionnés en passant' (p.181). Bien que cela soit vrai et que le développement du sujet soit louable, il n'en reste pas moins que le livre n'a mentionné que brièvement l'un des sujets les plus controversés dans les pays frappés par la famine : la relation existant entre la nourriture génétiquement modifiée et la sécurité alimentaire mondiale. Par exemple, les groupes internationaux de premier plan sur l'environnement et le développement ont accusé le gouvernement américain de manipuler la crise alimentaire sud-africaine afin qu'elle profite à leurs intérêts dans les aliments génétiquement modifiés. Elles les accusent également d'avoir utilisé le Programme alimentaire mondial des Nations Unies pour distribuer des surplus nationaux qui ne pouvaient pas trouver de marchés autrement. Les États-Unis, le donateur le plus important dans une crise affectant plus de 14 millions de personnes dans 6 pays, a limité son assistance à la nourriture génétiquement modifiée lourdement subventionnées et cultivées uniquement aux États-Unis. La relation entre la nourriture génétiquement modifiée et la sécurité alimentaire mondiale aurait du faire l'objet d'une attention plus sérieuse, surtout maintenant que de sérieuses inquiétudes sont apparues concernant la menace que les grains de maïs GM font peser sur l'infrastructure de l'agriculture durable dans les pays souffrant de la faim. Une telle omission jette une ombre sur une étude qui autrement reste très pertinente et une bonne source de réflexion.

Ceci dit, la *Sécurité alimentaire mondiale* constitue indéniablement une contribution importante et qui arrive à point pour alimenter le débat qui fait rage sur le système agricole et alimentaire global et sur son impact sur les pauvres. L'ouvrage est chaudement recommandé pour les responsables politiques à tous les niveaux décisionnels, les universitaires, les groupes non gouvernementaux et tous ceux et celles engagés pour un développement humain durable. On ne peut qu'espérer que tout ce qui est contenu dans la *Sécurité alimentaire mondiale* contribue à la conversion du cœur si nécessaire des décideurs à la Banque Mondiale, au Fonds Monétaire International, à l'Organisation Mondiale du Commerce, auprès des gouvernements du Nord et des compagnies multinationales autour du monde.

Alex Muyebe, S.J.
Hekima College
P.O. Box 21215, Ngong Road
Nairobi, 00505 KENYA

+254 2 570 972 (fax)
<alexmuvebe@yahoo.co.uk>

« AU NOM DE DIEU ET AU NOM DE CE PEUPLE SOUFFRANT »

Jon Sobrino, S.J.

Cher Monseigneur,

Avec ces mots, qui produisent encore des frissons, tu as terminé ta dernière homélie dans la cathédrale pour « demander, prier, ordonner : *que cesse la répression !* » Ces mots sont passés dans l'histoire, ils sont aussi actuels qu'autrefois. Aujourd'hui, en regardant les 23 millions d'irakiens qui ont enduré oppressions internes, guerres et embargos, angoisses et peurs, tu aurais dit : « Que cessent les bombardements, la guerre, l'hypocrisie, le mensonge. »

Hier, ils ne t'ont pas pris en compte, ils en feraient de même aujourd'hui. Cependant, tes mots n'ont pas été vains. Nous laissent l'héritage de vous invoquer et le peuple souffrant comme quelque chose d'ultime au-delà d'un appel. Et cela est nécessaire parce que dans notre monde n'existe pas un référant ultime pour faire appel sans appel supplémentaire. Ni les Nations Unies, ni l'Union Européenne n'ont pas la capacité de gérer la paix. De même, elles n'ont pas, en définitive, la volonté de placer la paix comme quelque chose de vraiment ultime, au delà de leurs propres intérêts. Certains pays qui s'étaient opposés à la guerre, déjà commencent à considérer autre chose comme un « mal majeur » : l'affaiblissement de ces institutions ou le recul dans la construction de la grande Europe. Ce qui pourrait être l'ultime référant est égoïste. La souffrance en Irak, comme en Afghanistan, en Afrique, martyrisée et oubliée, qu'on est en train de dépouiller même de l'eau, revient à son lieu naturel : un horizon lointain sans visage. Quelque chose de pareille arrive quand on fait appel à la démocratie, la liberté et la légalité internationale.

Ce qui est tenu comme valeur ultime, c'est sa propre sécurité –non pas celle du voisin –, le bien vivre des pays d'abondance, non pas la souffrance des victimes, le pétrole, l'hégémonie et le contrôle policier, le partage intéressé de la planète, non pas la famille humaine.

Devant tout cela, il est bien de rappeler que le seul *ultime* c'est Dieu, et pas un Dieu quelconque, mais celui dont tu disais : « la gloire de Dieu c'est que le pauvre vive ». Et devant ce Dieu il n'y a pas d'appel, comme vient de le rappeler Jean-Paul II : « celui qui déchaîne la guerre devra rendre compte à Dieu ». Et devant ce Dieu, maintenant qu'on discute beaucoup sur qui est pour la paix ou pas, il serait bon de rappeler ces autres mots théologiques de toi : « Ceux qui ferment les voies pacifiques ce sont les idolâtres de la richesse », ceux qui prennent pour leur Dieu l'argent.

En ces jours il y a eu beaucoup de travail et beaucoup d'amour. On ne se rappelait pas de telles manifestations massives partout dans le monde contre la guerre. Pour la première fois dans l'histoire, pratiquement toutes les Eglises des Etats-Unis et leurs hiérarchies ont condamné unanimement la guerre.

Pour des raisons éthiques et pour respecter la légalité internationale, Jean-Paul II et le Conseil Mondial des Eglises ont condamné une guerre préventive, mais ils ont surtout insisté sur le fait qu'on ne peut pas frapper davantage un peuple qui a tellement souffert ces dernières 20 années.

Ces jours-ci, j'étais en train de lire des écrits de Ernesto Sabato, patriarche latino-américain de libération et de droits humains. Je crois que tu aimeras entendre ce qu'il dit sur nous, les êtres humains, en ce moment de notre histoire. « Seulement ceux qui sont capables d'incarner l'utopie seront aptes pour le combat décisif, celui de récupérer tout ce que nous avons perdu d'humanité ».

Voici ce que je désirais te dire, Monseigneur. Vous les martyrs, interpellez-nous – au nom de dieu et au nom de la souffrance des pauvres – à la miséricorde, à la justice, à récupérer l'humanité perdue. Alors certes nous marcherons vers la paix et un monde humain fleurira. Pourvu que l'année qui vient puissions-nous te raconter comment il est ce monde nouveau entre nous.

(D'une « Lettre à Monseigneur Romero pour la commémoration du XXIII Anniversaire de son martyr »)

ECLESALIA, 24 mars 2003